Parti Socialiste
Congrès national extraordinaire de Dijon
15 et 16 mai 1976

Sommaire

Le président (Gaston Defferre) 1
Jean-Paul Bachy 1
Jean Poperen 3
Robert de Caumont (Fédération du Calvados) 3
Jean-Claude Frécon (Fédération de la Loire) 7
Un délégué d'Indre-et-Loire 8
Roger Fajardie 9
Jean-Pierre Olivieri (Mouvement de la Jeunesse Socialiste) 10
Jean-Pierre Chevènement 11
Jean-Claude Colliard 14
François Mitterrand 15

Dimanche 16 mai 1976

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Defferre.

Le président (Gaston Defferre)
Bachy, tu as la parole.

Jean-Paul Bachy
Mes chers camarades, je ne serai pas long car je crois effectivement que, pour mobiliser, à l'occasion de ces élections municipales, les militants, les discours ne suffisent pas. Par contre, il est important que tous les militants du Parti se retrouvent sur un certain nombre de mots d'ordre. Je crois que nos 3 mots d'ordre, pour ces élections, doivent être l'ouverture, doivent être la rigueur et, enfin, la cohésion.
D'abord, l'ouverture.
C'est une question qui, me semble-t-il, n'a pas été suffisamment abordée à l'occasion de ce Congrès. Or, la dynamique de l'union de la Gauche, touche manifestement aujourd'hui des couches de l'opinion qui dépassent très largement le cadre formel des relations de Parti à Parti, PS, PC et Radicaux de Gauche. Les élections cantonales l'ont montré, après les élections présidentielles, et il est évident que les élections municipales sont une excellente occasion pour associer à notre stratégie et à notre projet tout un ensemble de forces qui, jusque là, sont restées en dehors de l'union de la Gauche. Je pense, bien évidemment, aux militants des organisations syndicales, mais je pense aussi, et d'une façon plus générale, à toute une série de responsables, d'associations locales, de locataires, de parents d'élèves, des groupements de

Fondation Jean-Jaurès

consommateurs, groupements familiaux, dont l'influence peut être très importante au niveau des communes et, électoralement, cela compte, mais qui sont aussi en prise sur les problèmes de la vie quotidienne et qui, par conséquent, peuvent apporter dans la vie municipale toute une série d'éléments forts importants et forts intéressants.
Ceci étant, le second mot d'ordre doit être aussi la rigueur et il est clair que les listes d'union de la Gauche ne doivent pas être des fourre-tout. Aussi, devons-nous, au moment même où le Parti progresse et où la Gauche progresse, mettre des garde-fous à certains ralliements de dernière minute, qui ressemblent parfois à un certain opportunisme.
Le Parti Socialiste Unifié, le PSU maintenu, fait aujourd'hui les yeux doux à l'union de la Gauche.
S'il s'agit, pour le PSU, de reconnaître l'ampleur de son échec, s'il s'agit de reconnaître que sa stratégie, minoritaire, a été un fiasco, eh bien je dirai : tant mieux. Mais, qu'il soit permis d'avoir quelques doutes et la position de la Direction nationale du PSU semble avoir été l'objet de discussions très sévères au sein de cette organisation.
Il me semble qu'il serait, dans ces conditions, fort maladroit que nous nous engagions aujourd'hui dans une négociation nationale officielle avec cette organisation qui n'a cessé, depuis de longs mois, de dénoncer le Parti Socialiste et de dénoncer la stratégie d'union de la Gauche.
Par contre, au plan des fédérations, au plan local, partout où des militants du PSU, où des sections du PSU, où des fédérations du PSU se trouvent d'accord pour s'engager publiquement dans la stratégie de l'union de la Gauche et accepteront publiquement de faire référence au programme commun de gouvernement, eh bien nous aurions tort de nous priver de cet acquis, nous aurions tort de rejeter ces militants, ces camarades doivent avoir leur place sur les listes d'union de la Gauche.
Troisième élément ou troisième mot d'ordre : l'unité du Parti.
Du Comité directeur d'avril est sorti un texte commun à tous les courants du Parti. Je crois que la base, dans beaucoup de sections et de fédérations, a reçu cette nouvelle de façon satisfaisante qui a été considérée comme positive.
Aussi, ces mêmes camarades des sections et des fédérations ont-ils accueilli ces dernières semaines avec quelque surprise le surgissement, au dernier moment, de difficultés de syntaxe qui, semble-t-il, n'avaient même pas été posées quelques jours auparavant dans les réunions de sections.
La position de nos camarades du courant 2 a apparemment changé sur ce point, à l'occasion du Congrès. Tant mieux.
Tant mieux si le Comité directeur d'avril a marqué, de ce point de vue, un tournant dans la vie de notre Parti depuis le Congrès de Pau.
Tant mieux également si ce Congrès sur les municipales marque l'amorce de méthodes de travail et de relations dans le Parti qui ont changé.
Mais, souhaitons que cette attitude qui s'est manifestée ou qui se manifeste dans ce Congrès, se poursuive à tous les échelons de la vie des fédérations car, et là je m'adresse aux camarades du courant 2, l'opinion ne comprendrait pas que ceux-

Fondation Jean Jaurès

là même qui se veulent, dans le Parti Socialiste, les défenseurs de l'union à tout prix, donnent, quant à notre vie intérieure, l'image de la division !
Alors, nous disons très simplement aujourd'hui que nous allons nous engager dans une phase difficile, les deux années qui viennent seront très dures pour le Parti Socialiste et pour l'ensemble de la Gauche, car il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et les élections ne sont pas encore gagnées. Eh bien, lorsque les années sont difficiles, lorsque les échéances sont délicates, lorsque la bataille pour la victoire de la Gauche et du Socialisme est plus que jamais à l'ordre du jour, eh bien, camarades, il faut serrer les rangs et j'espère que, sur ce mot d'ordre, nous serons tous d'accord entre nous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Poperen, pour une communication de 30 secondes.

Jean Poperen
Camarades, nous vous avons soumis un questionnaire pour l'amélioration des objectifs et moyens de communications, à la fois externes, c'est-à-dire propagande, et internes, c'est-à-dire qui concerne tous les problèmes de fonctionnement du Parti, disons rendre le Parti plus opérationnel, et je me permets d'insister pour qu'avant de partir, chaque délégation remette de questionnaire, naturellement rempli, au stand "Communications", qui se trouve à l'entrée du hall. Je vous remercie.

Le président - La parole est à Robert de Caumont, Calvados.

Robert de Caumont (Fédération du Calvados)
Camarades, hier, me semble-t-il, le débat a été un peu polarisé sur une conjonction de coordination.
Je n'arrive pas à avoir peur qu'une vague opportuniste s'engouffre par ces deux foyers incriminés par certains camarades. Je pense qu'il y a une dynamique de l'unité, que cette dynamique est irréversible, et je pense que, finalement, nous avons tous, dans notre for intérieur, la même analyse optimiste de la situation.
J'ai peur, par contre que, trop préoccupés par ce qu'il est convenu maintenant d'appeler les exigences abusives de nos partenaires sur les sièges et les responsabilités, nous ayons, quant à nous, des exigences insuffisantes sur certains points concrets sur lesquels il est urgent d'enrichir la qualité de l'union.
L'enjeu de l'unité, en effet, ce n'est pas seulement la victoire, car les municipales ne sont qu'une étape, c'est aussi et surtout de démontrer à l'opinion publique, notamment aux sceptiques et à nous-mêmes, notre capacité de gouverner ensemble, non pour gérer de façon plus sociale, mais pour amorcer un réel changement de société.
C'est en ce sens que, pour beaucoup, les municipales sont d'abord l'épreuve de la pratique du concret.
C'est pourquoi il ne faut pas qu'en bâclant l'union sur le plus petit commun dénominateur, nous fassions, dès avant 1978, une démonstration plutôt négative

Collection Jean Jaurès

; les électeurs, alors, s'en souviendraient.
C'est pourquoi les problèmes de répartition de sièges et de fonctions ne doivent pas éclipser 4 autres problèmes essentiels : les objectifs et méthodes de l'action municipale, le dialogue avec la population, la base sociale et militante de l'équipe, la formation.
Là-dessus, notre texte est tout à fait clair et directif : un accord clair et public, est-il dit.
Sur les objectifs, bien sûr, et les méthodes de l'équipe, il s'agit d'abord, pour nous, de traduire concrètement l'avancée théorique considérable du Parti depuis 1971.
Le programme commun, en matière municipale, est un texte excellent mais qui fixe essentiellement une partie de transformations structurelles, permettant aux communes d'exercer réellement leurs responsabilités. Encore faut-il le compléter par le manifeste municipal, ce qui a été décidé. Encore faut-il que ce manifeste municipal donne à la population des signes concrets de la transformation du Parti, c'est-à-dire une illustration précise et pragmatique de ce qu'est une démarche Socialiste et autogestionnaire appliquée à la gestion locale.
En matière d'information, qu'est-ce que c'est qu'un bulletin municipal qui n'est plus d'autosatisfaction mais qui est ouvert au libre débat ?
En matière de moyens d'expression, qu'est-ce que c'est que de donner des chances égales de dialogue à toutes les couches de la population et notamment à la classe la plus opprimée ?
En matière d'éducation et de formation permanente, que veut dire la notion d'école ouverte ?
En matière de relations avec les associations, que veut dire la notion de contrôle culturel ?
En matière de participation des citoyens et des groupes aux décisions qui les concernent, quelles modalités concrètes ?
En matière d'articulation entre les luttes et le pouvoir local, comment rompre avec la notion du libre arbitre, pour en venir à la notion des élus, point d'appui.
C'est là-dessus que doit porter aussi, camarades, notre débat avec le Parti Communiste, au plan local comme au plan national. Ils ont des expériences en matière municipale, nous en avons aussi, il est important de les confronter. Seulement, et seulement si c'est clair pour nous et pour eux, nous pourrons ensemble rendre la parole à la population.
Il faut en effet associer la population et ses groupements à notre démarche commune. Si des négociations sont achevées le plus tôt possible, cela sera concevable. Si elles sont achevées, comme autrefois, la veille du dépôt des listes, il n'y aura plus que quinze jours pour faire de la propagande. Or, nous ne pouvons à la fois parler d'autogestion et limiter notre ambition de rendre le pouvoir aux citoyens quinze jours seulement tous les six ans !
Pour débattre le projet avec le maximum de citoyens, pour les amener à l'enrichir eux-mêmes, il faut des mois. Il faut d'abord être d'accord sur l'essentiel.
Faut-il encore que l'équipe soit à l'image du projet.

C’est le problème de la base sociale et militante de l’équipe.
Garantir la fermeté de la ligne politique, c’est traduire le front de classes dans la composition de l’équipe municipale, c’est assurer un enracinement maximum dans les classes exploitées et dans les luttes ouvrières et urbaines. Or, les faits sont là, dans une multiplicité de petites et moyennes communes, et même de plus grandes, et même dans le cas de listes d’union, qui sera, nous l’espérons, la généralité, ce n’est pas toujours possible. Il y a des pesanteurs sociologiques, il y a inopportunité à envoyer dans les Conseils municipaux des camarades moins informés et moins motivés, il y a inopportunité à faire en sorte que nos sections passent en majorité en oubliant le débat sur les autres problèmes tout aussi importants.
Ouverture donc nécessaire de nos équipes, ouverture souhaitable, et Bachy a fort bien fait à l’instant d’introduire un certain nombre de réserves à ce sujet, car il y a deux façons d’ouvrir les listes.
La première, c’est d’aller chercher des démocrates sincères, des individus, des notables, choisis, pour leur impact électoral présumé, voire leur conformisme, leur attrait pour l’exercice d’un pouvoir. Cela ne gêne pas nos partenaires qui eux-mêmes ont inventé le mot et la chose.
Et puis, il y a les organisations militantes sur l’entreprise ou le cadre de vie, clairement engagées sur une ligne Socialiste et autogestionnaire, elles occupent les multiples fronts de lutte créés du fait de l’emprise croissante du capitalisme sur la ville. Elles sont un puissant moyen de prise de conscience politique à partir des problèmes concrets de la vie quotidienne.
Le courant d’adhésions à notre Parti et en particulier les nouveaux élus aux cantonales, comporte de nombreux militants formés sur ces terrains. L’articulation entre les luttes et le pouvoir local suppose aussi l’intervention de ces groupements, car il faut pour que la gestion de nos municipalités se fasse dans la voie que nous avons choisie, le maintien d’une stimulation extérieure aux institutions.
Certes, ce sont des partenaires moins faciles, ils ont la pratique des luttes, cela implique la reconnaissance des conflits, l’esprit critique, l’autonomie dans la solidarité. Il faut donc accepter avec eux un débat sur le programme, la méthode, les équipes, accepter parmi nous la présence de militants mandatés, contrôlés, responsables au-delà du Parti, mais parties prenantes du mouvement Socialiste.
Telle est la démarche autogestionnaire ; elle s’oppose à une conception plus hégémonique, plus centraliste du Parti qui finalement stériliserait les initiatives en voyant dans tout groupe militant une courroie de transmission en puissance.
Enfin, la formation : si nous voulons être crédibles, il y a nécessité, priorité absolue à former les futurs élus municipaux, à les former sérieusement. Cela représente un volume considérable de stages de formation et je me demande si les moyens que nous avons pourront y suffire.
Je pense aussi qu’il faudrait que nous formions ensemble toute l’équipe municipale si c’est possible, y compris nos camarades d’autres organisations et qu’à travers la formation, nous nous posions les problèmes de gestion commune, que nous formions les gens qui n’iront pas au conseil municipal pour qu’ils

Fondation Jean Jaurès

soient au même niveau d'information.
Ce sont des problèmes délicats peut-être, mais nous n'en ferons pas l'économie, rien n'est jamais acquis.
Notre action municipale sera perçue comme l'image de notre future action gouvernementale. Si nous voulons nous intéresser provisoirement aux catégories marginales pour atteindre 51% des voix, une bonne gestion y suffira peut-être. Si nous voulons convaincre la masse ce ceux qui, exploités et aliénés, ne croient pas encore tout à fait comme le suggère un récent sondage, à notre capacité de transformation sociale, nous devons aller plus loin.
Quand nous parlons de la perspective autogestionnaire, la population veut savoir s'il s'agit d'un slogan sympathique au contenu flou ou si cette perspective détermine dès aujourd'hui notre pratique dans l'exercice du pouvoir local.
C'est d'autant plus important que nous voyions se développer les attaques du pouvoir contre l'autogestion et que nous devons sur ce terrain choisir l'offensive et non la défensive.
Nous n'avons pas de complexes à faire ; nous avons à notre actif assez d'expériences municipales avancées pour illustrer concrètement la direction dans laquelle nous voulons aller en matière d'information, d'expression, de contrôle, de gestion par les usagers, de participation aux décisions. Mais le pouvoir va s'attacher maintenant, par des initiatives démagogiques, à nous disputer ce terrain. Il est en train de gonfler quelques baudruches que nous devons crever, avant même qu'elles aient pris quelque ampleur. Trois exemples. Giscard prescrit au Premier Ministre d'étudier les mesures propres à favoriser la participation des Français à l'amélioration du cadre de vie. Chirac se fait tirer l'oreille six mois et met sur orbite la Commission Delmon. Celle-ci formule 45 propositions dont certaines, fort intéressantes. Le Conseil des ministres en retient 12, pour la plupart inoffensives. La loi sur l'urbanisme n'en contient plus qu'une : la capacité pour les associations de se porter partie civile contre les promoteurs... Elle est rejetée par toute la majorité dite présidentielle et votée par toute l'opposition !
Guichard préside une Commission de réforme des collectivités locales qui vise à désamorcer le groupe des élus locaux, toutes tendances confondues. Nous savons déjà qu'il ne pourra rien en sortir qui allège réellement le poids du capitalisme et de l'Etat sur nos communes.
Le même Guichard, attentif à l'impact des groupes d'action municipale, mais conscient de l'impossibilité de récupérer un mouvement qui, dès 1969, refusait toute alliance du centre et de droite et inscrivait son action dans la perspective Socialiste et autogestionnaire, vient de créer - je vous en donne la primeur - une association nationale des groupes d'étude municipaux.
Face à ces initiatives dérisoires, mais qui peuvent ici ou là donner le change, il serait dommage que nous restions muets. C'est pourquoi l'unité que nous voulons ne doit pas nous empêcher d'affirmer avec force au plus haut niveau et le plus tôt possible les propositions concrètes de notre Parti sur la démocratie à la base.
Il est temps que les Français sachent que sur ce terrain l'utopie autogestionnaire

est plus réaliste qu'un verbiage participationniste sans contenu.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Frécon, Loire.

Jean-Claude Frécon (Fédération de la Loire)
Camarades, je voudrais d'abord signaler à cette tribune que de nombreux participants de notre Congrès départemental ont fait part de leur satisfaction d'avoir enfin eu à se prononcer sur un texte clair et concis.
Pourtant, mandaté par la fédération de la Loire, je voudrais évoquer un point particulier, le seul qui nous ait semblé imprécis et qui n'a presque pas été exposé encore pourtant. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas renoncé à mon intervention ce matin, mais, soyez rassurés, elle sera très courte.
Je veux évoquer la situation dans les petites communes. Peut-être dans notre fédération y sommes-nous un peu plus sensibles qu'ailleurs, en raison du fait que nous n'avons aucun élu parlementaire, aucun élu dans les grandes villes, mais presque exclusivement dans des petites communes.
Il est dit dans le paragraphe n°I, 2ème alinéa qu'il nous faut présenter des candidats dans la totalité des communes de notre pays. Cela veut-il dire que cette motion va s'appliquer à la totalité des 36 000 communes ? La politique d'union de la Gauche pour l'application du programme commun doit-elle s'appliquer de la même façon dans nos grandes villes et dans nos petites communes de moins de 100 habitants ?
S'il ne fait aucun doute pour personne ici que cette politique est indispensable pour les premières, qui peut prétendre, en militant avisé et conscient de ses responsabilités, que cette politique d'union de la Gauche doit impérativement être appliquée dans les toutes petites communes ?
Certains diront que cela va sans dire, mais cela irait tout de même mieux si on le disait clairement.
Le camarade Fajardie y a fait hier une petite allusion dans son rapport d'introduction et, après lui, le camarade Sarre a déclaré à ce sujet : à l'impossible nul n'est tenu.
Si tout le monde comprend bien, en effet, que la situation est différente dans une ville de 200 000 habitants et dans une toute petite commune de 100 habitants, si nous sommes d'accord pour constater la différence qu'il y a entre une commune de 30 000 et une commune de 500 habitants, il faut bien, comme disent les statisticiens, affiner notre fourchette pour faire une différence entre les communes où devra s'appliquer une politique d'union de la Gauche et celles où ce pourra être moins formel.
Et c'est là, camarades, que réside la difficulté. Dans quelles communes la règle doit elle être appliquée dans toute sa rigueur ? Dans quelles autres, la possibilité pourra être laissée aux camarades de se présenter en dehors d'une liste d'union si celle-ci ne peut pas se constituer ? Il y a là un oubli, nous semble t-il, dans le projet de motion, et au nom de la fédération de la Loire, je voudrais proposer la définition d'un seuil à partir duquel il y aurait constitution de listes d'union de la

Gauche au plus tard pour le second tour, sinon pour le premier quand se sera possible.
Il est bien évident qu'en dessous de ce seuil la possibilité de listes d'union de la Gauche sera aussi recherchée. La définition de ce seuil sera posée sur plusieurs critères non exclusifs les uns des autres.
Premier critère : un critère démographique. L'obligation de constituer des listes d'union s'appliquerait dans toutes les communes ayant plus de 500 habitants. Mais ce seuil démographique ne tient pas assez compte des réalités locales et en militants conscients et responsables, nous devons définir d'autres critères.
Un autre critère que nous appellerons sociologique, l'obligation de constituer des listes d'union dans toutes les communes qui, bien que n'ayant pas 5000 habitants, n'en est pas moins une commune phare, une commune phare pour un canton, pour un groupe de communes, une commune qui donne le ton, une commune vers laquelle les observateurs regardent.
Enfin, nous proposons un troisième critère : l'obligation de constituer des listes d'union s'appliquerait dans toutes les communes où sont constituées officiellement des sections du PS et du PC, même si ces communes n'ont pas 5000 habitants.
Nous pensons ainsi qu'il y aurait application rigoureuse de la tactique de l'union de la Gauche que notre Congrès élabore aujourd'hui.
Pour toutes les autres petites communes si cette tactique peut être appliquée, tant mieux, il faut la rechercher, mais ne mettons pas nos camarades Socialistes habitant dans de nombreuses petites communes dans des situations impossibles. Rappelons-nous en effet que sur les 36 000 communes de notre pays, 20 000 d'entre elles ont moins de 1000 habitants.
Voilà, camarades, la proposition que la fédération de la Loire expose au Congrès. Ces critères peuvent bien sûr être discutés, modifiés, mais nous demandons que le Parti donne des consignes minimums dans ce sens aux fédérations.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à (?), d'Indre et Loire.

Un délégué d'Indre-et-Loire
Chers camarades, j'interviens ici au nom de la fédération d'Indre et Loire.
Le Congrès de Pau du Parti Socialiste a précisé que pour lui, la politique d'union de la Gauche, c'est-à-dire l'alliance entre les grandes forces représentatives du mouvement ouvrier était la traduction, sur le plan politique, d'une réalité sociologique, celle du front de classes.
Il est en effet évident que - et l'accentuation de la crise le montre - chaque jour les différentes couches de travailleurs salariés ont des intérêts plus identique face au pouvoir de plus en plus oppressant du capital.
Cependant, il faut constater qu'au sein de notre Parti les responsabilités et les mandats électoraux sont trop souvent confiés à un certain pôle de front de classes, celui représentatif de l'aristocratie du salariat.

A Pau, un premier pas avait été franchi pour que la politique du Parti soit plus conforme à sa théorie. C'est ainsi qu'il avait été décidé de renforcer notre implantation ouvrière. Des progrès ont été faits ; il s'agit maintenant d'aller plus loin.
Les élections municipales doivent être l'occasion d'un renforcement massif de l'accession de camarades ouvriers aux responsabilités électives. Tel a été l'objectif constant de la fédération d'Indre-et-Loire depuis le Congrès d'Epinay.
Dans les dernières Cantonales, dans un secteur particulièrement difficile de la ville de Tours tenu par le technocrate de service de M. Royer, notre camarade Gérard Durand, ouvrier tourneur, a permis à la Gauche d'approcher, pour la première fois, de quelques dizaines de voix la barrière des 50%. C'était une chose impensable dans ce canton créé en 1973 après un découpage particulièrement favorable à la Droite !
C'est pourquoi nous demandons à la Commission des résolutions d'inclure dans le texte de la motion finale la proposition suivante : les listes municipales s'efforceront, dans leur composition, de tenir compte de la motion retenue au Congrès de Pau, c'est-à-dire de la notion de front de classes.

Le président - La parole est à Fajardie, pour une communication.
Mais auparavant, je dois vous informer que nous avons dans la salle des délégations étrangères. Hier, on vous a parlé de nos camarades espagnols. Nous avons également dans la salle une délégation du Front Polisario...
(Applaudissements)
Nous avons en ce moment le Parti Socialiste Euzkadiko Ezkerra, c'est-à-dire le Parti Socialiste basque, qui tient un Congrès clandestin, en même temps que le nôtre.
Fajardie a la parole.

Roger Fajardie
Mes Chers camarades, La Commission des résolutions m'a chargé de rapporter sur une série de documents, le rapport général étant fait dans un moment par François Mitterrand.
La Commission des résolutions a été saisie exactement de 60 textes comportant des amendements au projet qui a été soumis aux sections et aux fédérations.
Alors, la Commission des résolutions, et il vous en sera fait rapport tout à l'heure, retenu dans son intégralité le projet de motion qui avait été déposé. Dans ces conditions, aucun amendement à ce texte ne se trouve retenu par la Commission des résolutions.
(Applaudissements)
Une série de textes concernent la nécessité d'assurer la présence des femmes dans nos listes, lors des prochaines élections municipales.
(Applaudissements)
La Commission des résolutions rappelle fermement aux fédérations et aux sections la nécessité qu'il y a à appliquer l'article 49 des statuts ; les listes de candidats aux élections au scrutin de liste doivent comprendre un pourcentage

Fondation Jean Jaurès

minimum de 10% de femmes.
La Commission des résolutions insiste vivement pour que cette disposition soit appliquée.
(Applaudissements)
Deux textes ont été déposés, demandant qu'une plus large représentation ouvrière soit assurée dans nos listes. Les sections et les fédérations sont naturellement libres dans la désignation de leurs candidats, mais il est évident qu'elles doivent veiller à traduire la structure sociologique des communes concernées.
Une série de textes concernant : le Poing et La Rose, les JS, Force Ouvrière, n'appartenant pas à l'objet du débat de ce Congrès, seront renvoyés pour examen au Bureau exécutif et au Comité directeur.
Enfin, il vous a été indiqué hier - c'était d'ailleurs prévu dans le texte de la motion qui vous est proposée -qu'un Manifeste fixant les objectifs et proposant les moyens pour la prochaine campagne des municipales, soit publié le 1er septembre prochain. Une Commission du Manifeste municipal est créée pour préparer ce texte. Elle se saisira de toutes les propositions qui ont déjà été envoyées au Parti par les sections et les fédérations.
Voici les propositions de la Commission des résolutions en ce qui concerne la composition de cette Commission du Manifeste :
- Pour le courant N°l :
Boulloche, Dubedout, Ric, Hernu, Calumière, Jerusclat, Edith Cresson, Françoise Carle, Irma Rapuzzi, Christiane Mora, de la Fournière, Worms, Pisani, Destrade, Perrin, Le Pensec, J. Piette, Robert Pontillon, Caumont, Lemoine, Claude Estier.
- Pour le courant N°2 :
Fournier, Duvrieux (?), Guidoni, Sarre, Geindre, Autun, Janetti ; suppléant : Ginesté.

Le président - La parole est à Jean-Pierre Olivieri, des Jeunesses Socialistes, pour une communication très rapide.

Jean-Pierre Olivieri (Mouvement de la Jeunesse Socialiste)
Voici un communiqué du Mouvement de la Jeunesse Socialiste :
Le Mouvement de la Jeunesse Socialiste tient à participer pleinement au combat des municipales et à la victoire de la Gauche.
La victoire de 1977 doit être aussi celle de la jeunesse. Pour cela, le Mouvement de la Jeunesse Socialiste luttera pour mobiliser les jeunes, dès aujourd'hui, pour que demain ils travaillent avec les municipalités de gauche, dans les associations de quartiers, les Offices municipaux de la jeunesse, les Clubs Léo Lagrange, les Maisons des jeunes et de la culture, et toutes les structures que nous mettrons en place.
Pour un mouvement de la jeunesse Socialiste puissant, présent, et appliquant la ligne politique du Parti, il faut que l'ensemble des sections et des fédérations favorisent son développement et son implantation.

Afin de prendre en compte les aspirations de la jeunesse et mieux associer les jeunes à l'action et à l'animation municipale, le Mouvement de la Jeunesse Socialiste vous demande de pouvoir participer à la Commission de rédaction du Manifeste municipal, après que l'ensemble des jeunes Socialistes ait réfléchi aux propositions concrètes que nous pourrons avancer.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement
Chers camarades, Je voulais vous dire seulement quelques mots sur le moment que nous vivons à Dijon.
La règle sur laquelle nous nous sommes mis d'accord, c'est l'union de la Gauche, l'union de la Gauche partout, et d'abord, bien entendu, dans les villes de plus de 30 000 habitants.
Je ne veux pas déflorer le rapport que nous fera François Mitterrand tout à l'heure, au nom de la Commission des résolutions unanimes. C'est vrai, nous n'avons pas cherché la victoire d'un courant sur l'autre, ce n'est pas notre but. Notre but à tous doit être de faire progresser le Parti, non pas de nous compter, cela n'a pas d'intérêt dans le moment où nous sommes.
Il y a un accord sur la règle, il y a un accord sur la procédure, au Comité directeur et à la Convention. Eh bien je n'étonnerai personne en disant qu'évidemment nous ferons tout pour que la règle soit la règle.
Ces municipales, pour nous, sont une étape essentielle dans la stratégie de conquête du Pouvoir par la Gauche, parce qu'elles doivent cimenter l'union à la base.
Nous savons que les divisions de la Gauche ont fait et feront toujours en France, comme au Portugal ou ailleurs, le jeu de la Droite. C'est la raison pour laquelle nous voulons que l'union progresse encore. Et pour nous, l'union de la Gauche, l'union du Parti, c'est la même chose, car, l'union, nous la faisons sur l'union.
(Applaudissements)
... Et, l'union du Parti ! Elle est particulièrement nécessaire parce que nous sentons tous que le Parti doit se redéfinir par rapport aux tâches immenses qui l'attendent. Il doit savoir surmonter les clivages anciens pour se mettre à la hauteur des tâches historiques qui l'attendent. Et, de ce point de vue, je ne saurais trop insister sur la nécessité d'un Parti unique, face à la majorité qui, souvent, caricature nos débats, accuse nos divergences, pour mieux distinguer ensuite entre les bons et les mauvais.
Eh bien, nous ne sommes pas si bêtes, camarades.
Unis aussi vis-à-vis du Parti Communiste qui à sa cohésion, avec ses propres règles de fonctionnement. Nous-mêmes, nous avons les nôtres, et nous en sommes fiers, (Applaudissements)...
A nous, donc, de montrer que la démocratie interne, le pluralisme, sont sources de forces, de richesses, de cohésion, plus que de caprices (?).
Pourquoi devons-nous être unis ? Nous devons être unis, camarades, nous

Fondation Jean-Jaurès

devons nous unir, nous devons unir et rassembler pour vaincre. La base de l'union, c'est évidemment le Programme commun, c'est évidemment l'alliance avec nos partenaires du Programme commun, l'alliance avec le Parti Communiste, au premier chef.
Et, pour nous, l'union est un choix stratégique, ce n'est pas un moment tactique, et nous savons que l'union c'est aussi un processus qui se développe, et quand nous disons qu'être unitaires pour deux, c'est parce que nous savons qu'en étant rigoureusement unitaires nous obligeons aussi le Parti Communiste à évoluer, à changer, à atteindre ce stade supérieur de l'unité...
(Applaudissements)
... ce stade supérieur de l'unité que la Gauche française n'a pas atteint dans le passé ; nous voulons faire mieux que 36, nous voulons faire mieux que la libération. Et, bien évidemment, le problème du Parti Communiste, il se pose vis-à-vis des masses travailleuses, vis-à-vis de la classe ouvrière. Et à cet égard, nous disons que la dynamique que nous voulons créer doit intéresser d'abord, au premier chef, la classe ouvrière.
Au-delà du Parti Communiste, se pose le problème qu'on a coutume d'appeler : celui de la troisième famille. Nous avons nos amis radicaux de gauche, qui représentent une sensibilité et une réalité, au moins régionale. Eh bien, nous devons aller plus loin, et ce que je vais vous dire va peut-être vous surprendre : nous devons être capables d'aller plus loin et de jeter pour demain les bases d'une troisième famille. Nous devons donner, demain, à la Gauche, quand elle l'aura emporté, l'assise d'un peuple rassemblé.
(Applaudissements)...
Comment se pose le problème ? Je vais le prendre à deux niveaux.
D'abord, vis-à-vis des cadres, des ingénieurs, des techniciens, de tous ceux auxquels s'adresse le giscardisme. Eh bien, aujourd'hui, le giscardisme a échoué. Ni la réforme de l'entreprise, ni la taxation des plus-values, ne peuvent faire illusion. Et nous voyons bien que, s'adressant à cet électorat, les Giscardiens ont échoué, ils n'ont pas réussi dans cette entreprise de "transformisme historique", comme dirait Gramsci, ils auraient ramené Durafour à eux, mais l'électorat de M. Héraud (?), il leur a bel et bien échappé.
Secondo : nous avons le problème de ce qu'il est convenu d'appeler "les classes moyennes", les PME, les PMI., les intellectuelles. Et à cet égard nous pensons que le phénomène du gaullisme doit être pris en compte pleinement.
Je lisais dans une revue de jeunes gaullistes, en rupture de ban avec l'UDR, qui s'appelle "L'appel", cette phrase, qu'aujourd'hui la Gauche apparaissait de plus en plus comme un recours, mais qu'il fallait rassembler sur la France.
Eh bien, oui, il faut rassembler notre peuple sur l'idée d'une France nouvelle, d'une France Socialiste, d'une France au service des travailleurs.
Notre but ne doit pas être d'additionner des voix, mais de définir une conception qui s'impose à la majorité. Nous devons créer, avec le peuple français, un rapport d'estime, de confiance, d'enthousiasme.
Nous devons préparer la rencontre historique entre la Gauche et notre peuple, et pour cela, nous avons besoin d'un vrai parti. J'y reviens, et je voudrais dire deux

mots des rapports entre le Parti et le pouvoir.
Le Parti tel que nous le voulons, rassemblement de militants luttant au coude à coude, il est, bien sûr, nécessaire pour prendre le pouvoir. Croyez-le, il sera encore plus nécessaire demain pour le garder, et il sera aussi nécessaire le cas échéant pour y survivre. Car le Parti, c'est un genre historique, c'est une conception générale de la société, c'est une explication fondamentale, c'est un message pour les générations actuelles et futures.
Le Parti, donc, ne se confond pas avec le pouvoir, et dès maintenant nous devons nous attacher à créer ce lien d'estime, de confiance entre le Parti et demain le pouvoir de la Gauche, de façon à ce que les hommes qui sont le Parti, c'est-à-dire vous-mêmes, vous ayez un lien de confiance avec le gouvernement de la Gauche, de façon à ce que les hommes qui seront demain au gouvernement aient un lien de confiance avec le Parti : de façon à ce que les uns et les autres aient le sens de leurs responsabilités, du Parti vis à vis du gouvernement, mais aussi du gouvernement vis à vis du Parti.
Pour conclure, je dirai qu'effectivement nous devons rassurer, sans édulcorer, surtout pas, car ce n'est pas du tout notre audace qui est en cause, c'est notre cohérence. Nous devons être plus cohérents, et nous savons très bien que nous ne le serons pas parce que nous parlerons un langage de technicien. Ce n'est pas la technique qui nous sauvera, c'est la politique. Ce sont les conditions politiques que j'énumérais tout à l'heure, que nous devons réunir : dynamiser la Gauche, cimenter le front de classe, rassembler notre peuple, voilà les tâches qui nous attendent, dans les mois et les années qui viennent.
Nous ne pourrons y parvenir, chers amis, chers camarades, que si nous sommes capables d'incarner une grande ambition qui galvanise réellement le peuple français, au-delà des couches que nous avons l'habitude d'influencer.
Voyez-vous, quand j'étais petit, la France était occupée par les Allemands, puis elle a été libérée par les Américains, et on se consolait à ce moment là avec Maurice Chevalier, Robic et Marcel Cerdan.
Eh bien aujourd'hui, c'est un petit peu la même chose. M. Giscard d'Estaing essuie beaucoup de rebuffades, la France ne signifie pas grand chose aujourd'hui, et l'ambition du Gaullisme, eh bien elle flotte ailleurs en tous cas que dans la majorité présidentielle.
Evidemment l'amour-propre national se console ; il se console toujours, et il s'enthousiasme pour les Verts, bien que les Verts n'aient pas été gagnants à Glasgow.
Eh bien il faut offrir une ambition aux travailleurs, à la jeunesse, à la France, pour que nous fassions mieux que nos aînés, pour que nous ne décevions pas les générations qui mettent leur espérance en nous. Soyons, camarades, soyons les Verts, les Verts qui gagnent !
(Très vifs Applaudissements)

Le président - La parole est à Colliard, ensuite à François Mitterrand.

Jean-Claude Colliard

Chers camarades, comment ne pas être d'accord avec cet appel à la victoire que nous adresse Jean-Pierre Chevènement ? Comment ne pas être d'accord aussi avec l'appel à l'unité du Parti par lequel il a commencé son discours, empiétant ainsi sur ce qui, semble-t-il, était devenu le rôle traditionnel de Pierre Guidoni ?

Mais enfin, l'unité du Parti, nous y croyons tous et nous la souhaitons tous, et de ce point de vue, le fait qu'il y ait un texte unique est pour beaucoup d'entre nous une grande satisfaction.

Il y a d'autant plus de satisfaction que nous avions pu, dans ces quinze derniers jours de préparation du Congrès, nourrir de ce point de vue quelque inquiétude. N'allait-on pas inaugurer dans le Parti une procédure nouvelle consistant à entrer au Congrès avec un seul texte et puis à en sortir avec deux ?

De ce point de vue nous avons l'expérience, et je crois qu'il faut le dire ici, même si cela gêne un petit nombre sur cette joie de l'unité. Il y a un certain nombre de fédérations dans lesquelles le problème s'est posé en des termes différents, et dans lesquelles on a vu circuler non pas seulement une interprétation, mais un amendement, c'est-à-dire une modification du texte.

Aujourd'hui il n'en est plus question, tout cela c'était pour rien, et après tout, tant mieux. Cela prouve que les ambiguïtés entre nous sont levées. Donc c'est un texte unique.

Je voudrais dire que pour nous, qui en avons voté le texte majoritaire à Pau, celui qui est devenu majoritaire par votre vote, camarades, pour nous c'est une grande satisfaction. Cette motion me parait en effet se situer dans le droit fil de la motion que nous avions votée à Pau. Cette motion disait, je le rappelle :

"Le Parti Socialiste recherchera en toutes circonstances le meilleur accord possible avec les formations politiques signataires du Programme commun. Il appartiendra aux fédérations départementales d'apprécier, dans le cadre de leur compétence, les propositions qui seront faites par ces formations au regard des intérêts légitimes du Parti."

Dans une motion générale, comme c'est la règle pour les Congrès ordinaires, cette partie était naturellement peu développée. Elle l'est aujourd'hui pour ce Congrès extraordinaire, puisque la tactique aux élections municipales est l'objet précis de ce Congrès.

Mais nous disons que pour nous, sans qu'il y ait de doute à cet égard, la motion qui sera proposée tout à l'heure à l'ensemble du Congrès se situe dans le droit fil et le développement logique de la motion adoptée à Pau. Et de ce point de vue, le fait que le Parti ait dans sa très large majorité voté la motion sur les élections municipales fait, je crois, justice d'un certain nombre d'arguments qui avaient été invoqués à tort au moment de la préparation du Congrès de Pau contre la motion majoritaire.

Alors voilà l'unité retrouvée. Est-ce l'espace d'un Congrès ou est-ce pour plus longtemps ? Je crois que le fait qu'il y ait un seul texte est pour nous tous une grande satisfaction, même si nous pensons qu'à l'intérieur du Parti aussi il y a encore à faire pour élever la qualité de l'union.

Mais pour le moment, restons-en à cette satisfaction de voir le Parti tout entier

Contribution Jean Jaurès

rassemblé, prendre une position claire, cohérente et commune sur un problème qui va commander une bonne partie de notre vie politique dans les années qui viennent.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à François Mitterrand.
(Vifs applaudissements)

François Mitterrand
Chers camarades, mon exposé aura deux parties. La première me permettra de remplir strictement le rôle qui m'a été confié, celui de rapporter au nom de la Commission des résolutions sur l'objet même de notre Congrès extraordinaire, c'est-à-dire les élections municipales. La deuxième partie, vous comprendrez que cela est nécessaire, me permettra en qualité de Premier secrétaire de votre parti de développer sur quelques points seulement qui touchent à l'actualité quasiment immédiate certains des problèmes qui préoccupent l'ensemble des travailleurs, et bien entendu l'ensemble des Français.
Voulez-vous que nous parlions d'abord de ce problème des municipales ?
Il me revient de faire le point, vous avez entendu depuis hier des conclusions convergentes, et finalement unanimes, au bénéfice d'analyses contraires, ce qui est une réussite assez rare. Il faut donc à la fois savoir pourquoi les analyses étaient contraires, et pourquoi elles se sont rejointes.
Je commencerai très simplement en définissant les points sur lesquels non seulement nous sommes d'accord, mais sur lesquels nous l'avons tous été, avant même de commencer la discussion, et ces points ont été généralement oubliés, parce que naturellement dans les sections, les fédérations aussi bien qu'au Congrès, on est immédiatement attiré par le débat, la controverse, la dialectique, ce qui est d'ailleurs une preuve de bonne santé pour un parti démocratique.
Mais les points sur lesquels nous avons toujours été d'accord, qui n'ont jamais été en question, ils sont plus importants encore que ceux que nous ayons eu à régler ici.
Le premier aura l'air d'une vérité de La Palisse, mais pour ceux d'entre vous qui ont de la mémoire et qui connaissent leur histoire, y compris leur histoire très récente, le fait que tous les Socialistes, de quelque courant qu'ils se recommandent, à quelque ordre de pensée qu'ils appartiennent, aient admis dans le point de départ qu'il n'y avait d'alliance Socialiste qu'à gauche, c'est là l'acquit du Parti Socialiste d'aujourd'hui... (Applaudissements)... non point comme une révélation soudaine, comme un arrangement de Congrès, comme un compromis, comme un ralliement, comme la soumission des uns aux autres, mais comme l'acquit de cinq ans de travail, et comme la marque du respect des engagements mutuellement souscrits au Congrès d'Epinay en 1971.
(Applaudissements)
Si le problème s'est posé, c'est parce qu'il avait été résolu autrement auparavant, et je reconnais que j'écoute avec d'autant plus d'intérêt la ferveur nouvelle de ceux qui avaient, il y a six ans votés exactement le contraire de ce qu'ensemble

nous proposons aujourd'hui. (Applaudissements) J'ai même entendu des donneurs de leçon qui sont actuellement maires de communes, c'est-à-dire à la tête de listes sur lesquelles ils avaient refusé la présence Communiste en 1971!
(Applaudissements)
Quelle émotion hier après-midi lorsque j'ai vu deux d'entre eux me faire la leçon à mon tour !
Mais tant mieux ! Non seulement nous sommes tous d'accord pour l'acquit d'Epinay, mais même nous avons réussi tous ensemble à oublier qu'il y avait eu autre chose...
Eh bien le Parti Socialiste récuse toute alliance qui ne soit pas de Gauche, et d'abord et surtout qui ne soit pas celle des partenaires du Programme commun, et qui que ce soit qui ne s'inclinerait pas devant cette décision collective n'aurait pas à présenter sa défense devant des procédures, il serait de plein droit exclu de ce Parti.
(Applaudissements)
Je récuse donc certaines analyses d'hier.
Je récuse celle de l'homme pour lequel j'ai d'ailleurs beaucoup d'estime - c'est un camarade qui a beaucoup de mérite au sein du Parti - je pense à Fournier, que je connais depuis longtemps, mais qui a fait une confusion, alors qu'il a l'esprit clair... ce qui est toujours inquiétant... lorsqu'il a dit : "Nous ne voulons plus de compromis à l'ancienne mode" - j'ai noté son expression - alors qu'il s'agissait strictement de discuter sur le point de savoir s'il y aurait, ou s'il n'y aurait pas, au 1er tours de scrutin, des alliances à gauche ou des listes homogènes, dans le cadre de la discipline imposée de l'union de la Gauche, en tout cas, au 2ème tour.
Mêler cette situation avec celle, qui n'a rien à voir, qui voyait le Parti Socialiste s'allier avec la Droite ou le centre, c'est-à-dire avec la Droite dure ou bien la Droite molle, c'était organiser une confusion d'esprit que je tiens à dissiper.
Sur le plan des accords évidents qui n'ont pas été non plus soumis à discussion, je viens d'y faire une allusion : pas d'autre alliance qu'à gauche, d'abord. Ensuite, union de la Gauche partout. (Applaudissements)
Je vais entrer, bien entendu, dans la discussion. Quand je dis union de la Gauche partout aux élections municipales, cela veut dire que je récuse l'expression employée par le Parti Communiste Français de "l'union à la carte", celle prétendument désirée par le Parti Socialiste.
Non, Nous sommes en face d'une loi que nous n'avons pas faite, qui est la loi majoritaire à deux tours, avec en plus quelques astuces qu'il faudra débrouiller sur le statut particulier des villes de plus de 30 000 habitants. Voilà la loi électorale.
D'union "à la carte", on pourrait parler, au 2ème tour de scrutin, celui qui assure l'élection des conseillers municipaux, lorsque la partie n'est point jouée - ce qui est quand même assez rare - au 1er tours de scrutin. De toute façon, il n'est pas question d'autre chose que de l'union de la Gauche partout, au moment où la décision se prend, et c'est bien pourquoi nous faisons tous, la distinction - je vais approfondir cette analyse - sur le cas des villes de plus de 30 000 habitants,

puisque précisément l'astuce du législateur crée, en réalité, une situation différente de celle d'un scrutin majoritaire normal à deux tours, en créant un blocage dès le 1er !
Je dirai tout à l'heure ce qui est dans la motion, à savoir qu'y compris au 1er tour le Parti invitera, avec droiture et fermeté, tous les militants des sections et des fédérations à rechercher la meilleure entente possible. Mais on n'a pas le droit de nous opposer le 1er tour de scrutin pour nous dire "union à la carte", c'est-à-dire union ici, et union là, à partir du moment où le Parti Socialiste a, de toute façon, décidé que le suffrage majoritaire à deux tours ne verrait le Parti Socialiste choisir qu'une alliance.
Bien entendu, au-delà de l'analyse des scrutins, il y a la réalité politique et c'est celle que je traiterai dans un moment.
Bref, quels problèmes se posent encore ? Si l'on veut bien considérer les deux réponses que j'oppose - il n'y a d'alliance qu'à gauche, et l'alliance partout - il reste un certain nombre de questions qui ont animé les sections, les fédérations, beaucoup plus d'ailleurs que le Congrès lui même, ce qui a un aspect rafraîchissant en même temps qu'un peu insolite... Je veux dire par là que je me demande comment il est possible qu'on ne puisse pas saisir le Congrès national de ce que l'on propose aux militants de base ! (Applaudissements)
Donc, nous nous trouvons devant un scrutin majoritaire à deux tours dans les villes de France, avec certains aspects particuliers que j'étudierai puisqu'il y a les villes de plus de 30 000 habitants, puisqu'il y a les villes ou les communes de plus de 30 000 habitants avec secteurs, puisqu'en dehors de la loi, qui est artificielle, il y a une réalité urbaine - qui va bien au-delà des 219 communes de plus de 30 000 habitants, je crois - même dans les villes de 15 000, de 20 000, quelquefois de 8000 habitants, qui se pose dans des termes différents de la vie rurale, et une infinité de petites communes de 100 à 2500 habitants.
Pour tous les cas, il ne peut y avoir qu'un seul objectif, il ne peut y avoir qu'une seule décision, mais la réalité, parlons-en.
D'abord, s'il y a deux tours de scrutin, il est assez normal que deux pensées agitent l'esprit des Socialistes :
- le légitime désir d'affirmer le Parti Socialiste lui-même ;
- ensuite - et c'est simplement pour la commodité du langage que je dis le mot ensuite - le légitime désir de développer l'union de la Gauche.
Notre réussite, puisqu'on veut bien la constater un peu partout en dehors de nos rangs, tient au fait que nous ayons su et pu développer ces deux thèmes en même temps au point de les imbriquer, de telle sorte qu'on ne peut concevoir un Parti Socialiste gagnant en tournant le dos ou en multipliant les demi-mesures à l'égard de l'union de la Gauche. Mais, pas davantage, chers camarades - et j'aurais voulu entendre plus souvent cela exprimé à cette tribune - pas davantage on ne doit oublier que c'est, seulement l'affirmation idéologique, stratégique, tactique, militante, du Parti Socialiste, qui assurera non seulement l'épanouissement de l'union de la Gauche, mais aussi sa victoire. (Applaudissements)
Trop de confusions ont été répandues ici même et je suis obligé de m'élever

contre cela, en votre nom.
L'union, oui - qui pourrait penser que je n'en serais point partisan autant que quiconque ici ? - mais la différence, elle existe aussi, et je ne veux pas qu'à travers des considérations tactiques ou l'émotion d'un moment, on puisse penser que l'histoire a déjà refermé la parenthèse, que la boucle est bouclée... bref, vous n'allez quand même pas supposer, chers camarades, qu'aujourd'hui Socialisme et Communisme, c'est la même chose ! (Applaudissements)
Cela l'a été, pendant tout le 19ème siècle, cela l'a été, je ne dirai pas jusqu'en 1917, mais jusqu'en 1919 ou 1920. Toute la propagande de la bourgeoisie, sous tous ces régimes, en particulier sous le Second Empire, a toujours mêlé les mots - et ceux qu'ils prétendaient frapper se sentaient solidaires, se sentaient identiques - Communistes, Socialistes, rouges, partageux. Et ils étaient les mêmes. Marx et Engels étaient, chers camarades - pardonnez cette référence - des sociaux-démocrates ! (Applaudissements)... C'est, je le reconnais, moins applaudi que le reste... (rires)... mais malheureusement, c'est vrai. C'est simplement à partir de la Révolution russe et du développement du marxisme-léninisme, que Socialisme et Communisme ont commencé de se distinguer, non seulement sous leur forme organique, mais aussi dans leurs composés idéologiques, dans l'idée qu'ils se faisaient, au-delà, de la société, dans les relations de l'homme et de cette société ; la vue philosophique du monde a changé, en partageant, malheureusement, les deux branches du mouvement ouvrier, Socialistes et Communistes.
Tous nos efforts tendent à effacer cette différence, mais on ne pourra l'effacer en renonçant à ce que nous sommes, à ce qui a été tenu bon pendant plus d'un demi-siècle, à ce qui, aujourd'hui, amène le Parti Communiste, dans son évolution, à reconnaître qu'après tout, ce qui avait valu tant de débats, tant de disputes, tant d'insultes, cette vieille chose que d'autres considèrent comme un peu fatiguée et qui s'appelle la liberté, nous, ou plutôt nos anciens, avaient eu raison de considérer que c'était un élément intégré, tout autant que les autres analyses, dans la définition du Socialisme ! (vifs applaudissements)
On peut donc décider une alliance stratégique, on peut donc décider une alliance tactique ; c'est ce que nous avons fait, considérant que l'intérêt des travailleurs face au pouvoir conservateur et capitaliste passait avant toute autre considération. Mais l'identité idéologique, non, nous n'en sommes pas là. Et pour un Socialiste, cela passerait après la stratégie et la tactique ou bien le sentiment? Cela ne reste pas le rôle essentiel auquel nous sommes attachés, qui suppose qu'il ne peut pas y avoir d'automatisme dans les choses, mais qu'il doit y avoir discussion ?
Chers camarades, l'une des lois que nous allons nous imposer ce matin, en votant la motion, ce sera de négocier partout. Je vous dis, et je m'exprime aussi, je le répète, en tant que rapporteur d'une Commission unanime, la vôtre : la négociation devra avoir lieu partout. (Applaudissements) Mais je me refuse à considérer à l'avance ses résultats et n'accepte pas que les membres des sections et des fédérations qui auront à en débattre soient ligotés par leur propre Parti, sans capacité de développer au maximum les atouts du Socialisme !

(Applaudissements)
Nous allons voir, entrant dans la pratique, que ces définitions, qui à mon sens devaient être dites, rappelées, n'entament en rien le choix fondamental du Parti Socialiste dans sa volonté politique de réaliser l'union de la Gauche, maximum, à l'occasion des élections municipales.
Les communes, les petites communes, je dirai celles de moins de 2500 habitants, éparpillées, avec des hameaux multiples - je suis moi-même un député rural, et je sais ce que c'est, avec mes 153 communes - c'est une réalité difficile à enserrer. Oh ! On s'y reconnaît quand même entre la Droite et la Gauche, entre l'exploiteur et l'exploité, ne vous y trompez pas, et on a l'esprit plus fin, plus informé que quelques-uns d'entre vous n'ont semblé le croire. (Applaudissements) Mais il n'empêche que la réalité politique des accords au sommet, des accords nationaux, l'exacte définition, la carte politique en poche, tout cela, ce soit des notions qui perdent un peu de leur précision à mesure que l'on se rapproche du village d'origine, à quoi se mêlent parfois des rivalités de clochers ou à l'intérieur du même clocher des rivalités de hameaux, des problèmes de famille... les siècles sont passés par-là mais ils sont restés bien arrimés.
Eh bien ! Là nous avons une loi. Nous ne pouvons pas toujours rechercher le Socialisme ; s'il y en avait dans toutes les communes de France, en comptant les très grandes communes - à commencer par Paris ou bien par Dijon - eh bien il y aurait plus de 150 000 Socialistes en France, ce qui veut dire que vous aurez à traiter les communes dans lesquelles il n'y a pas de membre du Parti Socialiste, et faut-il, pour autant, s'absenter, faut-il, pour autant, ne point encourager celui qui se sent le plus proche de nous, qui ne fera pas l'alliance avec la Droite, mais qui aura quelque chose d'un peu imprécis, d'un peu incertain ? Devra-t-on dire : puisque vous ne voulez pas vous allier avec les Communistes - pour une première raison, c'est qu'il n'y en a pas non plus !... (rires). - ah ! Alors, la motion du Parti Socialiste, dont vous n'êtes pas membre, vous oblige, vous qui n'êtes pas Socialiste, à vous allier avec un Communiste... qui n'existe pas ? (rires et applaudissements)
C'est pourtant ce que je croyais avoir compris à l'écoute de certaines sections ! Il faut dire que, de ce point de vue, nos camarades du courant 2 n'ont pas péché par économie d'imagination.
Or, à toutes les communes, je crois qu'il faut vraiment faire confiance aux sections les plus proches, à la section de canton ou d'arrondissement, à la fédération.
Ce Parti, je le vois depuis cinq ans se réclamer, jusqu'à l'abus, jusqu'à l'anarchie bien souvent, du retour permanent à la base, ce qui ne sert pas toujours à retourner devant la base mais, surtout, de revenir sur les décisions déjà prises et, au moment où il s'agit de parler des élections municipales, ceux-là qui parlent ainsi ont bien l'intention de faire en sorte que la base ne puisse pas avoir une trop grande liberté d'action, parce qu'on ne sait pas trop ce qu'elle ferait !
Comme je n'en sais pas, moi non plus, plus que vous, je vous proposerai, au

nom de la Commission des résolutions bien entendu, un certain nombre de clés qui fermeront toutes les portes, c'est-à-dire l'arbitrage, un double arbitrage, un triple arbitrage : celui de vos Comités directeurs fédéraux, celui du Comité directeur national et celui d'une Convention nationale, vraisemblablement située aux alentours du mois d'octobre de cette année, ce qui laissera le temps encore aux camarades sections de s'adapter au terrain pour des élections qui doivent avoir lieu en mars.

Je distingue non point comme l'a fait le législateur, comme l'a imposé la Droite, les communes de 30 000 et plus, et les communes de moins de 30 000 ; je pense qu'il n'y a qu'un phénomène réel qui distingue aujourd'hui la ville de la campagne, la ville à cause de la densité des hommes, des femmes, de la plus commode pénétration des idées, de mots d'ordre, la possibilité de réunir, de rassembler, non point de se connaître, on se connaît mieux dans le village, mais de permettre les débats intellectuels, où les courants nationaux passent plus aisément.

C'est cela la connaissance de ce que j'appellerai la géographie politique. Nous avons le devoir de la pénétrer le mieux possible.

Or, je pense qu'il y a un devoir des Socialistes de considérer que ce n'est pas parce que la loi dit 30 000 et plus qu'il faut pour autant se dispenser, avec une réelle volonté politique, de rechercher l'union dans les communes urbaines de moins de 30 000 habitants, au niveau d'une réalité politique dont vous avez parfaitement compris le sens.

Faisons confiance un peu aux sections, aux fédérations. C'est là qu'on va décider, sans cela la négociation est déjà close, les camarades Socialistes savent déjà qu'ils sont contraints, qu'ils sont coincés, qu'il n'y a rien à faire... leurs partenaires savent déjà de toute façon qu'ils devront passer par les fourches Caudines, s'il en est ! Non, je pense qu'il importe de laisser les mois qui viennent, à partir du moment où les instructions du Parti, si vous nous les donnez, seront de rechercher partout le meilleur accord possible, loyalement, avec détermination, pour étendre l'union, la porter au niveau local, pour en améliorer, comme on dit, la qualité. Tout cela sera fait, mais l'appréciation locale, elle vous appartient, chers camarades, là où vous êtes et, plus encore, elle appartient à ceux qui vous ont délégués en ce lieu ! (Applaudissements)

Nous avons, nous, au Comité directeur, pris une responsabilité. Les différents courants, majoritaires, minoritaires aussi, le Congrès va la prendre, c'est-à-dire que personne ne pourra croire, au sein du Parti, qu'il trouvera auprès du Premier secrétaire, du Secrétariat, du Bureau exécutif et du Comité directeur une oreille complaisante aux mauvais coups qui pourraient être portés par des Socialistes à l'union de la Gauche. (Vifs applaudissements)

Les communes de plus de 30 000 habitants, je l'ai écrit dans notre hebdomadaire : cette situation-là nous crée une obligation politique et morale.

L'obligation politique c'est que, puisque les suffrages Communistes sont le plus souvent, sinon toujours, nécessaires pour l'élection du 2ème tour. Ce serait très imprudent d'établir un calcul qui ne tiendrait pas compte de la volonté d'assurer ou non cette élection. C'est une idée qui a commencé à traverser un peu la tête,

ici ou là et, d'autre part, sur le plan moral, quoi ? Vous iriez vous faire élire par 10 000, 15 000, 20 000, 30 000 et bien davantage, suffrages Communistes et il n'y aurait pas, pendant six ans, un seul élu municipal ?
Voilà pourquoi, sous ma signature, et de ma propre plume, je n'ai pas, en cette affaire, comment dirais-je... de complexe d'auteur, j'ai proposé au Parti de considérer que dans les villes de plus de 30 000 habitants, comme partout ailleurs, mais là avec une réalité immédiatement saisissable et des obligations d'une nature particulièrement exigeante, et sur le plan politique et sur le plan moral, qu'il convenait de faire tout ce qu'il était possible pour parvenir à un accord.
Et c'est là qu'un débat sémantique, qui comme tous les débats sémantiques ou de procédure, recouvre toujours un débat politique de fond, s'est élevé sans que j'y comprenne grand chose, et je me refuse absolument à me lancer dans ce débat et où j'ai été surpris de voir certains d'entre vous se complaire entre le "ou" et le "et" ! Le français est pour moi précis, je m'efforce de l'exprimer de la meilleure façon possible et s'il y avait quelque doute sur l'interprétation d'un texte, je vous en prie, chers camarades, consultez-moi, je l'ai écrit ! (Applaudissements)
Bon. Eh bien, je dis, et c'est clair, que puisqu'on discute et puisqu'on négocie avec des partenaires généralement Communistes, parfois radicaux de gauche - c'est le cas de La Rochelle après, et quelques autres villes, ce n'est pas négligeable, - sans doute ont-ils le droit, je dirais même le devoir, au regard de leurs formations politiques, de poser des conditions, pour placer leur parti dans la meilleure situation possible ! Qui irait leur contester ce droit ?... et même ce devoir à l'égard de leurs électeurs et de leurs militants ! Et, nous, on se le refuserait ?
Il y a 2 cas, chers camarades, il n'y en a pas qu'un ! Non, ce n'est pas Marchais ou Mitterrand, c'est Marchais et Mitterrand, pour reprendre l'expression d'un orateur d'hier après-midi, mais "et", ça veut dire quoi ? J'ai cru souvent, au cours de ma soirée, être pris d'une crise d'amnésie au point d'avoir oublié mon école communale de Jarnac.
Eh bien, il y a des exigences inacceptables, chers camarades, et les exigences inacceptables ont généralement pour objet de devenir un jour acceptable, mais, dans l'intervalle, ce n'est pas commode, et s'il n'y a pas d'intervalle, alors qu'est-ce qui se passe ?
Combien d'entre vous, désireux de réaliser l'union dans leur ville, deviendront devant le Comité directeur en disant : "Arbitrez donc, on ne peut pas accepter" ? Dans la ville de Nevers, on en a parlé hier à cette tribune, nous avons 22 Socialistes et 11 Communistes, oui, mais nous avons rompu, et nous avons rompu parce que le Parti Communiste nous avait demandé le maire et 10 sièges sur 33. Voyez-vous, nous nous sommes entendus sur le 2ème adjoint, oui, mais si on nous avait tenu dans une négociation impossible, qu'est-ce qu'il serait arrivé ? Eh bien, on aurait rompu, c'est-à-dire qu'à force de vouloir imposer des règles impossibles, en vérité on empêche l'union de se faire autour des réalités que les Socialistes ressentent partout. Mais, après tout, il n'y a que 119 communes ! On

peut les enserrer aisément. Partout la direction du Parti dira : entendez-vous. Vous ne vous êtes pas entendus, pourquoi ? Est-ce raisonnable ? Est-ce juste ? C'est injuste, nous vous refusons... nous vous imposons l'union ou imposons l'union. Ce débat doit avoir lieu.

Quoi, vous accepteriez des exigences Communistes et vous refuseriez des exigences Socialistes ? Quoi - je le répète - l'histoire de tout à l'heure est effacée? Quoi, vous représentez exactement les mêmes citoyens et vos souvenirs se sont déjà effacés depuis les élections cantonales ? Après un grand élan, une grande réussite... Vous n'avez pas eu de difficultés... Vous avez eu de la chance ! Nulle part vous n'avez rencontré une certaine exigence, une certaine rigueur qui dépassait parfois le raisonnable !

Vous n'aviez pas l'intention d'avoir des candidats dans ces cantons ? Vous n'aviez pas tout fait pour les faire élire ? Vous avez été loyaux lorsqu'ils ont été distancés, vous avez fait l'union au 2ème tour, et les Socialistes, contrairement à ce qui a été dit ici ou là, ont apporté un contingent suffisant, même s'il n'était pas à son point maximum - il faudra y veiller - notre devoir de loyauté est intégral et sans nuance. Il faut vaincre peu à peu des réalités dont nous ne sommes pas toujours les maîtres !

Considérons l'immense progrès et sachons, en tout cas, que parmi les quelques 75 nouveaux succès Communistes, quelques-uns ont été dus aussi au fait que les Socialistes ou plutôt que les électeurs Socialistes, même s'ils n'ont pas apporté au 2ème tour l'intégralité de leurs suffrages, en ont apporté assez pour que cette élection soit assurée alors qu'elle ne l'aurait pas été sans les progrès du Parti Socialiste ! (Applaudissements)

Il y a les droits du Parti Communiste, et nous devons, les lui reconnaître. Nous devons respecter les Communistes, respecter nos engagements à leur endroit.

Il y a les devoirs du Parti Socialiste, et nous devons les remplir, et nous devons les opposer, quand il le faut, en recherchant toujours l'union dans les meilleures conditions possibles avec le Parti Communiste.

Bref, le Parti Socialiste n'est pas en jachère, il n'a pas à se confondre, il doit être partout le meilleur artisan de l'union, mais cette union se négocie.

Et puis, on doit s'interroger. Pourquoi le Parti Communiste, soudain, au-delà des villes de plus de 30 000 habitants, où je comprends et où j'admets sa requête, sur les 36 à 37 000 communes, changeant soudain de tactique, se déguisant, à deux mois près, après avoir lancé une instruction selon laquelle les Communistes devraient partout se présenter, pourquoi décider de se présenter sur des listes du "Peuple de France" et non point sur des listes de l'union de la Gauche ?

Pourquoi ce retournement ? Tactique sans doute. Très bien ? Pourquoi pas? Cela nous arrive, je ne saurais lui en vouloir, mais cela nous amène à nous interroger.

Par exemple, le Parti Socialiste n'aurait-il pas grandi de telle sorte entre 1973 et 1976 qu'il ne faille le figer dans la situation antérieure ?

Je demande seulement aux camarades des sections et des fédérations d'examiner avec bon sens, mais j'y reviendrai constamment, pardonnez-moi ces répétitions, elles sont volontaires, à la condition que le Parti tout entier et sa direction notamment, aie la volonté politique de ne jamais se servir d'un argument de

Fondation Jean Jaurès

circonstance ou d'une situation difficile pour, en vérité, faire le contraire de ce qu'il dit, devoir fondamental, c'est partout d'inviter avec fermeté et constante le Parti Socialiste à développer l'union. (Applaudissements)
Voilà pourquoi les conditions excessives que nous prêtons à nos partenaires ont été prévues par le texte et voilà pourquoi les situations particulières représentent tout simplement le droit du Parti Socialiste, - en dehors même des conditions du Parti Communiste de faire valoir les siennes, celles qui découlent de l'histoire, de la géographie, ou, plus modestement, des antagonismes Électoraux personnels ou locaux, - de faire valoir ses conditions.
Quand on a dit cela, comment pourrions-nous continuer de nous opposer ?
J'observe avec joie que, quelles que soient, comment dirai-je, je ne dis pas les arrière-pensées, ce serait un contre sens, je tiens à ce que cela soit dit a cette tribune, mais au-delà des regrets ou bien des tensions maximalistes, je suis heureux de constater au moment où je m'exprime que chacun d'entre vous et tous ensemble ont fait l'effort de rechercher et de trouver la juste mesure pour conduire le Parti Socialiste vers de nouvelles victoires dans le respect profond du mouvement populaire dont l'union de la Gauche est aujourd'hui l'incarnation.
Alors, quand on me dit : est-ce qu'il y aura des exceptions ? Voyez-vous, ce n'est pas du tout cette question, moi, qui m'a préoccupé. Jamais. Je vous dirai même, que si j'avais à répondre tout de go, brutalement, à cette question, je dirais, moi, que m'on souhait, c'est qu'il n'y en ait pas une seule et je pèserai de mon mieux pour qu'il n'y en ait pas une seule. (Applaudissements)
Mais, qu'est-ce qu'on appelle les exceptions tout de même ? Exceptions à quoi ? A l'union ? A l'union du premier tour, alors qu'il y en a un deuxième ?
J'ai répondu pour les villes de plus de 30 000 habitants.
Et les autres ? Celui qui n'y parvient pas parce qu'il se trouve dans une situation impossible, la négociation a mal tourné, le Comité directeur de la fédération ou le Comité directeur national reconnaît vraiment que cela ne peut pas être supporté pour la défense juste des intérêts du Parti Socialiste... le camarade en question, pour employer une formule de caractère historique bien connue dans les milieux chrétiens, sera-t-il excommunié ? Y aura-t-il, au lendemain de ces élections, les bien et les mal élus ?
Quoi ! Ceux qui ont été élus en 1971, sur les listes avec des centristes, n'ont-ils pas été en conformité avec la décision de leur Congrès et ceux qui avaient participé à ce Congrès sans s'en séparer, sans quitter leur Parti, n'avaient-ils pas le devoir d'assumer en commun les conséquences des décisions prises ?
La chasse aux sorcières a commencé une fois que nous avons été là, dans le nouveau Parti. Nous avons été rendu comptables, nous qui n'y étions pour rien, d'une situation créée sans nous. Eh bien, en dehors des cas évidents où des Socialistes, dans des municipalités dirigées par des représentants de la majorité présidentielle, ont refusé de s'organiser en groupe d'opposition, j'ai refusé la chasse aux sorcières. Mais je dis aujourd'hui, puisque nous retrouvons la plénitude de nos droits dans un nouveau Congrès, à la veille d'une nouvelle décision, dans une situation nouvelle, que nous avons créée ensemble, je dis,

cela n'est plus possible et c'est tout. (Applaudissements) Et je ne veux pas qu'a travers notre décision, on organise déjà la future chasse des biens et des mal élus. Non. Tous ceux qui auront été élus avec l'accord de vos Comités directeurs fédéraux, du Comité directeur national et de la Convention nationale seront des Socialistes élus avec les mêmes droits et - je parle pour moi en cet instant - les défendrai pendant les années suivantes de la même façon. (vifs applaudissements)

On ne peut pas créer un Parti en prévoyant scientifiquement les ruptures à organiser. Les chocs psychologiques, les complexes qui rasent les murs, qui voudraient bien rester fidèles à leur Parti, mais qui se sentent de plus en plus exclus, alors qu'ils ont appliqué les décisions collectives !

Soyons sévères au moment de la décision, certains de nos camarades l'ont été, ils le sont un peu moins aujourd'hui, soyons sévères sur la décision et j'accepterai, moi, la discussion jusqu'au bout sur le texte que nous avons adopté, courant 1 et courant 2, mais à compter du moment où nous nous sommes mis, la main dans la main, toutes les implications qui en découleront engagent les uns et les autres. (Applaudissements)

J'ajoute que le problème des alliances n'est pas entièrement recouvert par la réponse apportée : il y aura tant de Socialistes, tant de Communistes, tant de radicaux de gauche, tant de personnes qui n'étaient ni de l'un, ni de l'autre, mais qui se sont ralliées au programme commun. Non, ce serait quand même un peu trop simple ! Un mot d'ordre, une volonté politique, en tout état de cause l'union partout, une volonté politique, la recherche et la négociation obligatoire, une volonté politique c'est réussir la négociation, et puis un résidu, parce que nous avons voulu défendre les intérêts du Parti Socialiste là où ils se trouvent... Voilà, j'ai résumé... Mais d'autres questions se posent, elles figurent dans le texte de la motion. Quoi ? Il serait possible, dans une municipalité, dont le maire est Socialiste, parce qu'il y a une majorité de conseillers Socialistes - c'est une hypothèse - que les partenaires Communistes ne votent pas le budget de cette municipalité ?

Je fais partie d'une majorité de gauche au Conseil général de la Nièvre que je préside ; il y a 3 Communistes, nous sommes 17 Socialistes. Croyez-moi, nos trois camarades Communistes sont traités comme ils le méritent, et comme nous le devons : l'un des 3 sièges dans cette ville, à Dijon, comme conseiller régional, fait partie de la Commission permanente, alors qu'il n'y a qu'un autre Socialiste, je crois, dans une Commission dominée par la Droite, l'autre est 1er vice-président de la Commission des Finances, c'est un homme éminent, très respecté, c'est notre doyen, à toutes occasions, nous témoignons devant la population du rôle qu'il remplit dans notre département, le troisième est un jeune et nouvel élu, pardon le troisième est un de nos anciens, le jeune élu est celui qui figure à l'Assemblée régionale, il est vice-président du Conseil général, il m'assiste dans toutes les décisions et nous sommes très amis. Les 3 ont franchi avec moi et avec quelques camarades Socialistes le passage qui sépare le simple compagnonnage de l'amitié.

Et puis, avec un peu de peine, ils sont venus me dire que les instructions étaient

Fondation Jean Jaurès

arrivées et qu'il leur fallait voter contre le budget qu'ils avaient contribué à édifier, qui leur avait accordé ce qu'ils avaient souhaité, eh bien, je dis non, et au Comité directeur du Parti Socialiste, en tant que l'un de ses membres, j'interviendrai pour refuser l'union de la Gauche dans les communes de plus de 30 000 habitants où les Communistes n'auront pas pris l'engagement de la solidarité de gestion.
(vifs applaudissements)
Je parle de ce que je connais. Daniel Benoît a été très indulgent hier soir, mais le budget de la ville de Nevers a été contesté par le Parti Communiste qui a diffusé dans notre ville beaucoup de tracts pour dénoncer la politique du Parti Socialiste au service de la grande bourgeoisie ; le Conseil général que je préside a été l'objet d'un numéro spécial du journal Communiste dans lequel on dénonçait la coalition des intérêts des multinationales et du Conseil général de la Nièvre, dont ils font partie, parce que nous avions voté 7% d'augmentation des impôts.
Je dis que cela n'est pas possible ou nous serions un Parti à l'aventure que le moindre coup de vent, la moindre petite bise pourrait balayer, incapable d'être nous-mêmes... et nous voudrions être capables d'être la France ! (Applaudissements)
Je vous demande vraiment d'avoir beaucoup de fermeté sur le droit, car je crois dire ici des choses qui sont de pur bon sens et qui sont en même temps la loi de tout contrat.
De la même façon, vous avez tous posé le problème des municipalités Socialistes, et dit que part devait être donnée aux Communistes, mais je n'ai pas souvent entendu exprimer la situation des municipalités Communistes et de la part réservée aux élus Socialistes ! (Applaudissements)
Je sais qu'un certain nombre de municipalités ont été constamment secouées, parce qu'elles étaient encore pluri-centristes, et avaient des conseillers par ci par là, nous ne sommes pas allés voir ce qui se passait à Aulnay-Sous-Bois, la municipalité de notre cher camarade Ballanger où il reste de très honorables, d'ailleurs, réformateurs ! (rires et applaudissements)
Et je n'ai pas encore compris ce que voulait dire le terme d'union du peuple de France... s'il ne s'agissait pas de sauter à pieds joints sur le Parti Socialiste et sur le Parti radical de gauche pour trouver quelqu'un d'autre, mais alors, qui ? (Applaudissements)
Je demande la réciprocité, c'est-à-dire qu'il faut en finir avec aussi ces municipalités Communistes où les Socialistes - qui ont des qualités pour cela - sont réduits à l'état de chef du protocole, à l'organisation des cérémonies - je ne dis pas des manifestations - (rires) ou encore lorsqu'on reconnaît à certains de nos éléments un certain approfondi culturel, ils peuvent au besoin veiller à l'ordonnancement des plantes vertes !
Je dis que cela aussi, ce doit être négocié. Nous ne sommes pas faits pour la figuration. (Applaudissements) Voilà. Alors, écoutez, nous apporterons toutes nos voix au Parti Communiste dans ces villes là au deuxième tour de scrutin, mais si je vois des camarades refuser de continuer à jouer ce rôle, j'avoue que je les comprends assez bien. Cela fait partie de la négociation et c'est dans la

mesure où on parle clair où on dit les choses sans agressivité, avec le désir de résoudre les problèmes et la volonté d'imposer le bien des travailleurs, la réussite de la victoire de la Gauche, c'est dans cette mesure qu'on avance et pas en adoptant a priori une sorte de position vaguement sentimentale et poétique sur l'union de la Gauche qui est, en vérité, une construction politique difficile, qui ne peut être laissée seulement à la bonne volonté, à l'émotion d'un soir, pour aboutir à une situation.

Or, le Parti Socialiste renoncerait à ce à quoi il est destiné, c'est-à-dire non seulement à gouverner la France, mais à transformer en profondeur la nature même du Socialisme, la nature même de l'union de la Gauche et de tous les travailleurs dans la conception qu'ils ont de la société ! Nous avons une tâche si longue qu'il faut qu'elle avance en plein soleil... s'il n'est pas trop rigoureux... le cas échéant on se couvre s'il le faut... mais à l'air libre.

Il faut dire aux Communistes et aux radicaux de gauche ce que nous pensons qu'il faut leur dire, ce que nous pensons de nos intérêts, et il faut leur dire que, ces intérêts, nous sommes prêts à les plier à la loi commune, si le débat nous permet de constater que nous avons l'intention, ensemble, de dépasser... quoi donc… Le modeste accident électoral, quelle que soit son importance.

Et là, un des orateurs du courant 2 l'a dit, avec quelque raison, nous aurions l'hypocrisie de nous flatter d'avoir fait avancer l'union de la Gauche parce que nous aurions réussi à faire élire en commun des Conseillers municipaux, qui ne seront pas tellement fâchés de l'avoir été, tandis que nous, nous refuserions la continuation des actions communes ! Nous avons plus d'actions communes pour siéger au Conseil municipal, étant bien entendu que l'action commune s'arrête là, puisqu'on ne vote pas le même budget ! Pas d'action commune avant, pas d'action commune après, mais, voilà, les postes, on les a ramassés en commun !

(Applaudissements)

Cela, c'est vraiment ce qu'on va faire ?... Toutes les belles tactiques, toutes les belles stratégies, c'est ça ?

La volonté politique du Parti Socialiste, c'est : "Il n'y a d'alliance qu'à gauche", c'est l'alliance de gauche partout. C'est là, notre volonté, et ce sera là, ce sera cela notre exigence. Et les dirigeants de votre Parti, oui... doivent... faites-leur confiance !... Pourrait-il en être autrement, pourraient-ils agir autrement ? D'ailleurs, vous les retrouveriez au tournant, si ce doute existait, mais je rejette ce doute, comme infamant... (Applaudissements)

On a parlé d'autres conditions déjà. Par exemple, celle du 1er Adjoint. Je crois qu'il est sage - je n'ose pas mettre cela en termes d'exigence - que dans les villes en tous cas de plus de 30 000 habitants, dans les communes à forte densité urbaine, le 1er Adjoint soit de la même nuance politique que le maire. Qu'on en finisse, justement pour réussir l'union, avec ce jeu de cache-cache qui fait qu'au hasard d'un rhume, d'une grippe, ou, plus grave, d'un accident de santé déterminant, ou la mort, l'élimination politique, la vieillesse, le maire, élu Socialiste ou Communiste, voit déjà se précipiter vers son poste les fractions politiques qui avaient accepté un contrat quelques années plus tôt. Ce contrat

doit être respecté, et il ne peut l'être que s'il existe communauté de pensée entre le maire et celui qui se substitue à lui dans les actes principaux de sa gestion. Nous en discuterons lors de la discussion dite "au sommet", prévue par la motion qui se trouve sans doute sous vos yeux.
On pourrait continuer longtemps, je m'arrêt là, Chers camarades.
Partout où nous allons négocier, partout nos camarades vont consentir, et ceux qui montreront un mauvais vouloir seront désavoués, et ceux qui persévéreront seront sanctionnés, partout nous inviterons à la réussite et partout, lorsque nous aurons constaté nous-mêmes l'impossibilité d'un accord, nous dirons au camarade Socialiste qui, en dépit de ses efforts, n'aura pu dominer les réalités locales : "Tu as raison, et je suis à tes côtés".
Voici ce que nous ferons : négocier partout, ne point ligoter nos négociateurs, faire confiance à notre base, dont le jugement est nourri à la connaissance des faits, et dont la droiture politique vaut bien celle d'un Congrès du Parti Socialiste. La base du Parti Socialiste vaut bien les délégués d'un Congrès ; irions-nous lui refuser ce qu'elle est en droit d'avoir ?
Et je conclurai sur ce point en vous disant, Chers camarades : pour dire "oui", il faut pouvoir dire "non". Et si, dans votre vie personnelle, vous avez la chance de pouvoir échapper à ces cruels dilemmes, bravo !
J'ajoute que signifie un "oui", s'il ne suppose pas le "non", et sa valeur, et sa force, ce "oui" là, c'est celui de la contrainte ou de l'oppression. Pour dire le "oui" d'un parti politique responsable, il faut qu'il garde le droit de dire "non", à partir du moment où la volonté, politique c'est d'arriver à l'acceptation commune des obligations communes, pour un objectif commun, autour d'un programme commun, pour le gouvernement commun de la France, au bénéfice et au triomphe en commun des travailleurs de ce pays, pour la réussite en commun des Français de France. (Applaudissements très vifs et prolongés)
Vous savez que d'autres dispositions figurent dans la motion. Vous la connaissez presque par cœur. Je dois cependant vous les rappeler. Elles touchent à l'arbitrage.
J'ai dit qu'il y avait plusieurs arbitrages successifs, donc un appel. Vos Comités fédéraux trancheront les problèmes touchant aux communes de moins de 30 000 habitants, le Comité directeur tranchera du problème des villes, des communes de plus de 30 000 habitants. Il y a un problème particulier des communes de moins de 2500 habitants ; cela reviendra encore au niveau fédéral.
Et puis il y aura, pour éclairer notre combat, un Manifeste, c'est-à-dire que vous vous battrez sur des propositions au pays. Ces propositions seront établies par une Commission de 27 membres, dont proposition vous sera soumise pour le choix des camarades, c'est-à-dire des meilleurs spécialistes et des meilleurs connaisseurs de ces choses, selon la proportionnelle, bien entendu, des courants.
Et nous aborderons à partir de demain, en tous cas de cette semaine, la conversation avec les Communistes et les radicaux de gauche, dans un esprit que je leur annonce, au-delà même des dimensions de cette salle, comme l'approche de Socialistes qui savent ce qu'ils représentent dans le pays, certes, mais qui savent aussi qu'ils ne sont que des hommes et des femmes de bonne volonté,

loin encore de pouvoir à eux seuls, au nom de l'idée qui est leur, représenter l'ensemble des aspirations des travailleurs et du pays, et qui savent bien qu'il existe des forces et des réalités qu'eux représentent, autant que nous, et que nous avons aussi le devoir, en tant que citoyens et qu'héritiers d'un grand Parti ouvrier, de considérer que ces hommes et ces femmes sont, au-delà des camaraderies et des principes rituels, unis dans la fraternité même du combat Socialiste.
Et il faut qu'ils le sachent, et je leur dis. Si en votre nom je leur parle avec rigueur c'est parce que c'est la condition même d'une négociation réussie, que j'appelle de tous mes vœux. Tout ce que ressent le Socialisme, en France, c'est d'élargir et d'approfondir l'union. Aidez-nous, Communistes, aidez-nous, Radicaux de Gauche, aidez-nous, vous toutes et vous tous, qui viendrez nous rejoindre, nous vous promettons l'appui loyal des Socialistes !
(Applaudissements)
Mais, j'ai dis que je ferais quelques considérations de caractère immédiat ! Nous ne pouvons pas nous séparer sans par exemple remarquer qu'en dépit, sur certains plans, de reprises industrielles, dans le cadre d'un mouvement international, du monde industriel, les Socialistes ont le droit de répéter la question que j'ai plusieurs fois posée en leur nom : oui, reprise, encore bien fragile, et dont les contres parties sont bien rudes, mais reprise pour qui ?
Cette question sera posée tant qu'il n'y aura pas de société Socialiste, tant que les Socialistes et l'ensemble des partis de gauche ne seront pas mis en mesure de préparer la transition et de faire régner la justice. Parce que, "la reprise pour qui ?", cela veut dire "les fruits de la croissance pour qui ?", cela veut dire "le partage de l'effort national pour qui ?", au moment où il s'agit d'en recevoir le fruit, cela veut dire qu'il ne peut pas y avoir d'égalité et de justice dans une société tant que celle-ci est aujourd'hui gérée par les partis conservateurs, car le mal est dans les structures.
(Applaudissements)
Reprise pour qui ? Cela veut dire que nous ne pouvons, que nous nous posons non seulement en successeurs, sur le plan de la suite des jours et des gouvernements, mais nous nous posons en hommes et en femmes, en parti politique, en organisation et en coalition, capables de s'attaquer là où il faut aux structures, je ne dirai pas de notre société... je ne veux pas traiter l'argument si facile, ressassé par tous les orateurs du Pouvoir, pour annoncer je ne sais quelle catastrophe, comme si eux-mêmes n'en étaient pas les artisans... non, la Gauche au Pouvoir tentera par tous ses moyens et par ses volontés de créer une société de justice et une société fraternelle, nous ne serons pas du tout des responsables de la revanche, nous serons simplement les ouvriers de la justice. Et, en vérité, nous disons que la reprise, pour le plus riche et le privilégié, c'est peut-être une bonne façon d'arranger les statistiques et les pourcentages, ce n'est pas la bonne façon de répondre aux aspirations du peuple français et à l'angoisse de la classe ouvrière et de l'ensemble des catégories sociales frappées durement par l'injustice du système capitaliste international.
Constatez ! Les prix !... Je ne veux pas me battre à coup de prévisions, mais

lorsque je disais, en votre nom, que nous dépasserions 11% pour atteindre 12, le rythme mensuel nous y conduit. Lorsque j'avais annoncé, sans doute un peu trop tôt, la chute de notre commerce extérieur, regardez ce qui se passe depuis 3 mois. Regardez la situation à la fin de l'année !

Lorsqu'on observe le chômage et qu'on nous dit : "Oui, cela plafonne. Tant mieux !", a-t-on tenu compte que nous ne sommes qu'en mai et que le problème du chômage, dans ses acuités régulières et saisonnières, se pose à la rentrée du mois d'octobre lorsque arrive des centaines de milliers de jeunes gens sur le marché du travail ? C'est-à-dire qu'en vérité on joue sur les indices, on joue sur les pourcentages, et on joue sur les chiffres.

Et, dans la mesure même où on parviendrait à stabiliser la chute de l'emploi, aurait-on le droit de satisfaire, d'être satisfait, parce que le plan aurait prévu que, si cela marche bien, on aura encore 6 à 700 000 chômeurs, et si cela marche mal, il y en aura quand même bien 1 million, dans les années 1980 ?

Je pense que les Socialistes doivent continuer, avec tranquillité, d'esprit, et sérénité de ton, à dénoncer les erreurs économiques, des erreurs inhérentes au système lui-même, puisque les sociétés du capitalisme multinational ne peuvent pas maintenir leur pouvoir autrement que par l'inflation, autrement que par le chômage, autrement que par l'écrasement des salaires, de plus en plus, dans tous les pays offerts à leur concupiscence, et s'écartant des pays du vieux monde industriel où les forces productrices sont trop organisées pour que le combat ne soit pas trop rude. Alors, on va, partout, auprès de ces milliards d'êtres humains du tiers monde, développer les nouvelles formes d'exploitation et fabriquer les objets à bas prix, pour les vendre aussi aux travailleurs français dont on aura fait cesser le travail !

Tout cela doit être dénoncé, vous le savez, c'est une analyse constante. Observons les réalités immédiates.

Je dis par exemple que même dans une affaire dont les effets ont frappé l'imagination, autour du courage de quelques centaines de travailleurs, où les solutions, dans un monde capitaliste, ont peut-être parfois été examinées avec optimisme - je veux parler de l'affaire Lip - même au point où nous en sommes, le Parti Socialiste a pour devoir de porter constamment l'attaque contre les Pouvoirs publics sur le fait qu'aucune prévision, aucun plan, aucune aide, n'aient été véritablement apportés à l'industrie horlogère française, et que si Lip, aujourd'hui, succombe, ce n'est pas simplement parce qu'une entreprise déterminée aurait fait de mauvaises affaires, sans oublier les erreurs de gestion du patronat et du capitalisme, mais aussi parce qu'on a sacrifié, par absence de restructuration industrielle, une industrie toute entière qui, une fois disparue, laissera les régions de l'est de la France dans une situation désolante.

(Applaudissements)

Les véritables luttes que doivent supporter aujourd'hui les travailleurs dans le sud-ouest, autour du complexe de Lacq, après des opérations incontestables de fusion d'entreprises publiques et d'entreprises privées, en dénationalisant une partie du capital public, en dehors des termes de la loi et même de la Constitution, sont connues. Je dis que les travailleurs qui, dans cette région,

luttent afin d'empêcher que la S.N.P.A. devienne simplement une société de services et qu'on dilue simplement les ressources provenant de l'exploitation de ces gisements dans des ensembles incontrôlables par les travailleurs, afin de consolider la volonté de désengagement de la société à l'égard d'une région, selon un processus qui est le type même du processus - je dis cela en termes économistes, et non point en termes politiques, bien que cela le mériterait aussi - colonialiste, c'est-à-dire la destruction des matières premières d'une région pauvre pour apporter le bénéfice du produit fini dans les régions déjà riches, ce qui accroît, comme entre les individus et les groupes sociaux, les disparités, non seulement entre les régions de la France, mais entre les peuples de la terre, je dis que ces travailleurs mènent une lutte justifiée.

De la même façon, puisque nous sommes à Dijon, je dirai que nous sommes solidaires de la lutte des travailleurs de Bourgogne Electronique qui après cinq semaines de grève ont quand même cédé la direction de Thomson-CSF, ce qui n'est pas mince, sur leurs principales revendications.

(Applaudissements)

Bien entendu cela veut dire aussi qu'il convient d'être vigilants.

Je voulais faire un tour d'horizon, mais cela suffit comme cela. Je veux cependant dire un mot de la lutte dont notre camarade Castillat, au nom de la fédération de l'Aude, nous a fort bien entretenus, la lutte d'un certain nombre d'agriculteurs, notamment de viticulteurs. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'on peut tout faire et n'importe quoi, dans une dégoulinade démagogique. Non, non, pas du tout ! Je dis seulement qu'une fois de plus cette société capitaliste est prise sur le fait d'avoir refusé de planifier, et de planifier démocratiquement, c'est-à-dire d'organiser un dialogue sur des prévisions à cinq ans ou à dix ans. C'est le refus de l'intelligence pour laisser le capitalisme sauvage s'emparer des dernières places fortes qui lui manquaient ! Etant entendu qu'au bout du compte, quand on arrive à l'événement, bien entendu aucune solution ne parait acceptable, ni même acceptée. Même le trafic sur la définition d'un office du vin, à partir d'une proposition Socialiste qui en vérité se trouve profondément modifiée dans son application, ne peut créer l'illusion que nous irons là-bas faire un rétablissement économique de la situation de cette région.

Il y a les incertitudes... Il y a l'incertitude, pour employer un mot bien modeste, de l'université. Nous avons discuté de cela au cours de ces derniers jours avec un certain nombre de nos responsables, plusieurs présidents d'universités, et nous avons dit qu'à ce Congrès je prononcerais les mots suivants que vous allez entendre : quelle que soit l'importance des problèmes posés par la néfaste et condamnable réforme du second cycle, les étudiants ne doivent pas laisser perdre leur année universitaire et sa conclusion normale, c'est-à-dire des examens valides. Il faut que les étudiants, sans renoncer en rien à leur lutte, ne fassent pas ce cadeau au pouvoir de renoncer à leur capacité d'examen. Ils doivent exiger, à quelque mois que ce soit - ce n'est pas mon affaire - de sortir de l'année 1976 avec la récompense de leurs efforts, étant bien entendu que la reprise des activités doit se faire dans l'intérêt de l'université, afin de déjouer les pièges et les calculs du gouvernement, dont nous n'avons pas

assez mesuré dans cette affaire ce que je me permettrai d'appeler le machiavélisme !
(Applaudissements)
Je dis cela en sachant que je vais contre quelques idées reçues, j'y suis habitué. Mais nous n'acceptons pas non plus que le Parti Socialiste, solidaire des étudiants, soit simplement un mouvement sans pensée et sans nerf, à la remorque d'un certain nombre de groupes politiques minoritaires qui entendent par contagions successives contraindre le Parti Socialiste à s'engager sur un terrain qu'il devrait refuser ! (Applaudissements)
Il y a donc, je l'ai dit, des incertitudes. Regardez cette histoire des pétroliers et des magistrats ? Il ne faut pas oublier que dans l'affaire des plaintes de Marseille, il n'y a pas seulement un travailleur indépendant qui a engagé une action en justice contre les pétroliers, les grandes compagnies qui étranglent à l'heure actuelle dans tous vos départements toute une série de pompistes, de vendeurs d'essence, que s'ils ne s'inclinent pas et rentrent dans le réseau des grandes compagnies, sont condamnés à la ruine. Vous en avez dans chacun de vos départements. Ce sont bien souvent des gens qui ne votent pas Socialiste, je dis cela très gratuitement, mais ce sont en tous cas des travailleurs que nous devons défendre contre les trusts et le capitalisme multinational.
Ce travailleur s'est donc plaint, et après tout s'était bien son droit. Mais n'oubliez pas que la municipalité de Marseille est intervenue en tant que telle, et qu'il y a plainte de municipalité. Gaston Defferre a entamé l'action judiciaire. Est-ce déjà la partie civile ? Il me fait signe que oui, la partie civile est constituée, dans l'affaire des pétroliers. L'intervention de Gaston Defferre sur le déplacement des magistrats montre bien - ce ne serait pas de son caractère - que l'affaire ne peut pas être réduite à une affaire médiocre, locale, pour créer des difficultés à l'administration. Qui aurait pu le penser ? Quoi ? Ce ne serait pas une cause assez grande, assez forte, que de défendre l'indépendance de la magistrature, sur un dossier trouble où tant de milliards ont été dépensés à des fins que l'on connaîtra bien un jour ?
Mais en plus Gaston Defferre est intervenu parce que les intérêts de ses mandants sont en cause. Lorsque les Français paient leur essence plus cher parce que le prix est "magouillé" par les plus grands intérêts, condamnant ainsi les travailleurs, qui après tout aiment bien, quand ils en ont une, pouvoir circuler en voiture, à payer plus cher et à voir diminuer leur capacité de pouvoir d'achat, cela nous concerne !
Lorsqu'on voit cette affaire pétrolière déjà révélée par un rapport de l'Assemblée Nationale, déjà dénoncée par les Socialistes, lorsqu'on voit les ententes illicites - déjà la Commission des ententes des positions dominantes est saisie, mais sans résultat - les pots de vin avoués, reconnus - vous savez ce qu'il en est dans plusieurs pays du monde, et plus précisément de l'Europe, et on se demande si la France même ne fera pas l'objet d'enquêtes au demeurant nécessaires ; le Parti Communiste l'a demandé, il a eu raison, et il faut que nous nous associons à ses démarches - lorsque se trouvent mêlés les problèmes de la vie quotidienne des Français, les agissements illicites des grands groupes

capitalistes, l'achat des consciences, la pourriture de la politique, mais qu'en plus on met en cause des principes qui sont les principes les plus évidents de la démocratie que les Socialistes défendent, à savoir l'indépendance de la justice entre autres, je dis qu'on se trouve là dans une situation scandaleuse dont les développements sont imprévisibles.
Simplement nous pourrons dire, nous, Socialistes, que nous en avons informé l'opinion et que nous avons averti le gouvernement.
Et puis il y a les violences.
Oui, ce sont des violences, que ces chasses aux sorcières organisées dans la fonction publique, nos camarades Socialistes à l'heure actuelle éliminés de leurs fonctions, contrairement à toutes les règles de leur profession. Ce ne sont pas des agents du Parti Socialiste, dans leur métier, ce sont des agents de la fonction publique, ils en respectent les règles, les lois et la morale. Je n'ai jamais reçu un dossier clandestin, d'ailleurs je n'en ai pas besoin.
Plusieurs de nos camarades, notamment au ministère de la Justice, mais après des instructions du Premier Ministre, de telle sorte que cela va s'étendre, seront chassés de leur fonction parce qu'ils votent Socialiste ! Je dis que c'est une violence, comme est une violence le sort des travailleurs soumis aux cadences infernales, et qui n'ont point le temps de vivre ! (Applaudissements)
A ces violences, certains répondent ou croient répondre, par une violence sur le même plan, par la violence du désespoir.
Ce n'est pas le choix du Parti Socialiste, parce que nous, nous croyons à la prise de conscience, parce que nous, nous croyons à la raison, parce que nous croyons dans l'homme parce que nous croyons dans le Socialisme.
Même si nous perdons du temps - mais nous n'en perdons pas, nous en gagnons au contraire - par rapport à l'idée fausse que se font certains de l'action individuelle, de l'action violente, qui pourrait selon eux mettre fin à cette société d'injustice, alors qu'elle correspond seulement à des humeurs, à des envies, à des colères, le Parti Socialiste dit : non ! Le crime, c'est le crime ! Et lorsque c'est un responsable, issu des milieux conservateurs de la grande société bancaire, à la tête d'une grande société nationale, qui est en cause, je dis que le crime est le crime, et que le Parti Socialiste le désavoue, ne l'accepte pas, et condamnerait et frapperait toute action de ce genre s'il en avait la responsabilité !
(Applaudissements)
Mais il est des violences si subtiles... Je viens de vous parler, camarades, de cette chasse aux sorcières - que les fonctionnaires me pardonnent l'expression qui vient de loin - contre les fonctionnaires Socialistes, le cas échéant j'imagine contre les fonctionnaires Communistes, enfin bref, contre tout ce qui participe de l'union de la Gauche.
Et les fonctionnaires qui sont dans leur service ou détachés de leur service, qui pullulent dans les officines du pouvoir, qui sont les agents de la petite politique du pouvoir, des préfets, des sous-préfets, et même des magistrats? Il n'y a pas de détaché pour approfondir la liste de ceux qui sont simplement les petits domestiques, les petits commis du pouvoir politique et du Parti politique

dominant !
(Applaudissements)
Eh bien à la différence des gens du pouvoir, nous, nous ne demandons pas qu'ils soient chassés de la fonction publique, ni même de leurs postes ; nous demandons tout simplement qu'ils les réintègrent... (Applaudissements) … et avec promotion ! A la condition bien entendu que la promotion ne soit pas nécessairement - que mes amis me pardonnent - à Hazebrouck ! Nous avons beaucoup d'électeurs à Hazebrouck, il faudra les rassurer, là-bas. Mais nous prendrons la chose en bonne part.
Mais il est d'autres mœurs ailleurs aussi qu'il faut combattre. Voyez-vous, j'ai été très choqué qu'un certain nombre d'entre vous aient sifflé au moment où l'on a cité le Parti Social Démocrate Allemand. Cela m'a beaucoup choqué, parce que je ne peux pas oublier, même si je n'approuve pas nombre des aspects politiques de ce parti, que les principaux dirigeants de ce parti - pas tous, certes, bien entendu, et ni dans une Allemagne, ni dans l'autre - que les meilleurs en tous cas, ont été les premiers témoins de la démocratie et du Socialisme dans des camps qui n'ont pas attendu 1940, mais qui ont commencé en 1933 !
(Applaudissements)
Eh bien après ce que je dis, je dirai tout aussi bien que je ne peux pas accepter que la République fédérale Allemande, sous l'autorité de la Social Démocratie, puisse continuer de pratiquer l'élimination de la fonction publique allemande de quiconque n'est pas considéré comme serviteur de l'idéologie en place. (Vifs applaudissements)
Je tiens compte, dans mon jugement, de ce que cette fois-ci sans sourire, on pourra appeler une situation particulière, celle d'un pays coupé en deux, encore occupé militairement, je dirai coupé en trois, et qui bien entendu a des obligations de sécurité intérieure extraordinairement difficiles en raison de l'identité de langue, d'origine, de famille des Allemands de l'Est et des Allemands de l'Ouest.
Mais aucunes de ces raisons politiques, parfois justes, ne doit conduire à contredire le droit fondamental. Que de fois avons-nous dit ensemble qu'une démocratie, surtout si elle se réclame du Socialisme, qu'une démocratie qui croit devoir appliquer à elle-même les lois et les habitudes de ses adversaires, se détruit par la même ?
Eh bien ! Je dis au Congrès qu'il y a, par exemple, une jeune femme dont toute la famille a été détruite en raison de ses origines juives par le nazisme, qui est aujourd'hui victime du décret Adenauer de 1950, du décret du Sénat de Hambourg de 1971, du fameux décret... je cherche le mot allemand - je ne parle pas habituellement cette langue, ne l'ayant apprise que juste ce qu'il fallait pour faire quelque 600 km afin de quitter en temps utile ce pays, en 1941 ! -... Radikalenerlass, c'est-à-dire l'acte des présidents des Lander allemands qui ont décidé de mettre en pratique le décret Adenauer ! Je dis que cet acte des présidents des Lander doit être révoqué par les présidents des Lander social-démocrates ! (Applaudissements) Nous leur demandons fraternellement, mais nous leur demandons, le cas échéant, sévèrement. Je n'hésiterai pas, pour ma

part, notamment dans le cas de Zieber Livolt (?), à prendre l'initiative, ce soir même, d'un comité de défense de leurs droits, dont je serai le premier signataire ! (vifs applaudissements)
J'en ai fini, chers camarades. Je ne vais pas traiter des problèmes de politique extérieur, ce sera pour une autre fois.
J'en viens à ma conclusion, pour dire que j'ai entendu avec amitié la quasi-totalité des interventions faites à cette tribune, même quand je me sentais en désaccord, et que les critiques que je porte à nos camarades ne sont pas des critiques amères, ni des critiques de colère, ce sont des critiques de raison ; je suis toujours un peu de mauvaise humeur lorsqu'on manque à la raison, lorsqu'on cède à l'attrait des nuages, dorés bien entendu - de loin - qui recèlent bien des orages, de près !
Il faut qu'on sache que c'est en votre nom que je dis aux Français combien il est important que l'union des Socialistes soit le prélude de l'union de la Gauche, à la veille des grands combats démocratiques qui nous attendent... je dis démocratiques, car je ne suppose pas que l'idée vienne en quelque tête, ailleurs, qu'il pourrait en aller autrement !
Quoi ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous n'aurions point le droit de rechercher la victoire par le suffrage universel dans des élections ordonnées par le système en place ? Nous n'aurions pas le droit d'essayer de les emporter en nous adressant aux Français et, les ayant emportées, nous n'aurions pas le droit de gouverner ?
Nous n'en demandons pas plus et nous ne sommes pas de ceux qui dépassent l'objet de leur recherche en créant des situations de politique-fiction avec les hommes politiques et les fonctions, sur, je ne sais quel échiquier, damier ou même loto ! Non. Cela ne nous intéresse pas. Notre devoir, à nous, c'est d'essayer de l'emporter au nom des travailleurs, au nom de l'immense majorité, croyez-moi, des Français, de veiller à l'instauration d'une société qui sera une société d'égalité et de justice. Aux hommes responsables, aux hommes droits qui auront été battus par le suffrage universel de dire avec nous : la République et la démocratie continuent ; simplement, la démocratie sera la vraie, puisqu'elle aura éliminé, outre les oppressions politiques, les pires d'entre elles, qui sont les oppressions et les aliénations de l'argent.
En vérité, je me sentais quand même en désaccord avec la conclusion de politique générale de Jean-Pierre Chevènement tout à l'heure, avec cette espèce d'appel qui n'était ni un clin d'œil, ni une allusion... mais depuis que Jean-Pierre Chevènement est retourné dans l'est, et il a bien raison, c'est-à-dire dans son pays natal, Belfort, qu'il illustre aujourd'hui et qu'il sert, il a peut-être retrouvé ce côté sympathique et carré des gens de l'Est qu'avaient pu transformer en nuances parfois incompréhensibles ses brillantes études à l'ENA…
Ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas de subtilité possible, chers amis. Non. Il ne peut pas y avoir de confusion entre la démarche des socialisées et la démarche de fond de ce qu'a été le gaullisme à partir de 1958 ! Il peut y avoir des gaullistes qui viennent au Socialisme et nous leur tendons la main, mais non point en faisant ce qu'ils ont fait, en attendant d'eux qu'ils nous aident à faire ce

que nous avons à faire ! (Applaudissements) Nous ne chercherons pas un électeur dans la confusion sur ce point !
Voyez-vous, chers amis, cher Jean-Pierre Chevènement, le gaullisme a été un grand mouvement national du passé, mais le Socialisme, c'est un grand mouvement national et international tourné vers l'avenir. C'est toute la différence! (Applaudissements) Les uns, tournés vers le passé, qui ont voulu refonder le 19ème siècle, en plein 20ème, et d'autres, qui veulent faire avancer un peu le 21ème. C'est toute la différence ! Mais elle est suffisamment importante pour que les uns soient les hommes du progrès et les autres des conservateurs ! Voilà pourquoi il ne peut pas y avoir de confusion.
Il est un point, et j'en aurai cette fois fini, sur lequel j'insiste. Une des grandes erreurs du gaullisme, cela n'a pas été de se dégager de l'emprise américaine - au contraire, il a bien fait et on doit lui en tenir compte - non, cela a été de refermer la France et les Français sur un certain nombre d'idées, dont l'habillage prétendait au modèle et à la préséance, mais qui n'étaient en réalité, comme je viens de le dire, qu'une imitation de ce que l'on vivait entre les nations au 19ème siècle. De ce fait, on a retrouvé une France qui a tendance à se replier sur elle-même, comme s'il était concevable que notre peuple puisse assurer son avenir, son destin, dans ces conditions, comme s'il était concevable pour un Socialiste qu'on puisse réaliser le Socialisme en s'enfermant dans son canton !
Quel est le théoricien Socialiste qui a imaginé le Socialisme possible dans une commune, avec environnement capitaliste ? Dans un canton, avec environnement capitaliste ? Combien ce sera difficile, déjà, avec un Socialisme limité à un ou deux pays de l'Europe industrielle ! La réponse que certains me feront sera : "Eh bien ! Vous venez d'apporter la preuve ! Il faut se replier derrière nos frontières - quand ils n'ajoutent pas : avec la bombe atomique ! - parce qu'on est en autarcie économique, parce que l'Europe du marché commun - cet objet cassé - est en vérité soumise aux impératifs du grand capitalisme." C'est vrai, oui... c'est déjà un peu faux dans la mesure où le grand capitalisme recherche le développement d'une zone universelle de libre échange et où l'Europe l'embarrasse aujourd'hui, avec sa frontière, son union douanière et ses tarifs préférentiels - il y a déjà une contradiction du capitalisme sur ce point et nous devons l'analyser - mais c'est tout de même vrai... C'est vrai... Mais, croyez-vous que nous l'emporterons dans une attitude défensive ou croyez-vous que nous l'emporterons dans une attitude offensive ?
Je vous invite, chers camarades, à considérer qu'à partir des Socialistes Français, qu'à partir d'une expérience Socialiste en France, il y a des millions et des millions de travailleurs, là, juste à nos frontières, à l'intérieur du même monde, portés par le même berceau de la culture, formés aux mêmes exigences spirituelles, formés aux mêmes luttes ouvrières, dressés contre tous ceux qui ont menti à la destinée de l'homme, dressés contre tous ceux qui ont profité de la révolution libérale pour créer la domination et l'aliénation capitalistes, qui sont prêts à suivre le même chemin ! Quoi ! Il y a des Belges, des Italiens, des Anglais, des Allemands, et nous n'aurions pas l'audace, en faisant l'expérience Socialiste française, de traverser les frontières avec nos mains, et surtout avec

nos idées, pour créer partout dans la société industrielle qui répond au même commandements que chez nous, et face au même adversaire - comme naguère dans l'histoire, trois fois, quatre fois depuis deux cents ans - le mouvement ?
Le Socialisme de la France aurait-il moins de force explosive que ce que fut le gaullisme de 1958 ? Aurait-il moins de force explosive que celle qu'a pu ou a failli avoir le Front Populaire de 1936 ? Que celle qu'aurait pu avoir la Commune de 1871 ? Aurions-nous moins de puissance d'esprit que les révolutionnaires Socialistes de 1848 ? Aurions-nous moins de capacité, nous Socialistes, à propager à travers l'Europe ce qui est, en vérité, le meilleur de nous-mêmes, l'espérance des opprimés, que n'en ont eu les bourgeois de 1789 à proposer les premiers grands principes de la démocratie politique ? Quoi ! La démocratie économique et sociale n'aurait pas une force de percussion aussi violente, aussi puissante que la démocratie politique ? Quoi ! Croiriez-vous si peu à ce que vous êtes et à ce que vous portez, que vous auriez moins de confiance dans le Socialisme qui est le vôtre que n'en avaient Rousseau, Danton, Robespierre ou Desmoulins et même quelques autres dont les noms n'ont point traversé l'histoire des siècles ?
Moi, je crois que le Socialisme en France n'a de chance de se développer que si, en parlant clairement au monde des travailleurs, à l'intérieur de l'Europe du marché commun et au-delà, nous sommes capables de lui dire : voyez, la France paraissait peut-être un peu endormie... Elle s'était réveillée avec un homme illustre, qui l'avait enchantée. Nous, nous la réveillons avec des idées, avec un projet, avec aussi - et beaucoup plus - les structures qui permettront à ce que nous avons en nous-mêmes, l'amour des hommes et le service des travailleurs, de s'exprimer.
Le Socialisme, chers amis, est international à compter du moment où nous aurons su faire de l'expérience nationale française la réussite des temps modernes !
(L'assemblée, debout, applaudit très vivement)

Le président - Camarades, je vais maintenant mettre aux voix la motion rapportée par François Mitterrand.
Je demande à ceux qui en sont partisans de le manifester en levant la main avec le mandat orange.
…
Epreuve contraire ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
La motion est adoptée à l'unanimité.
(Très vifs applaudissements)
Camarades, je vous remercie.
La séance est levée. Le Congrès est terminé.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès